

# INSTRUCTION

N° 97-007-M0 du 22 janvier 1997

NOR : BUD R 97 00007 J

Texte publié au BOCP

SERVICE DES COLLECTIVITÉS ET ÉTABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX  
3ÈME SÉRIE 1996

## ANALYSE

Date d'application : 22/01/1997

## MOTS-CLÉS

COLLECTIVITÉS ET ÉTABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX ; RÉGLEMENTATION

## DOCUMENTS À ANNOTER

Néant

## DOCUMENTS À ABROGER

Néant

## DESTINATAIRES POUR APPLICATION

RGP	TPGR	TPG	DOM	TGAP	RF	T						

## DIFFUSION

GT 4

*DIRECTION DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE*

*Sous-direction D - Bureaux D2 - D3*

La présente instruction a pour objet de porter à la connaissance des comptables un certain nombre de textes législatifs ou réglementaires ou d'instructions d'application concernant les collectivités locales et établissements publics locaux.

Ces textes ou instructions sont présentés selon l'ordre des rubriques du recueil M0.

LE DIRECTEUR DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

Pour le Directeur de la Comptabilité Publique  
LE SOUS-DIRECTEUR CHARGÉ DE LA SOUS-DIRECTION D

PIERRE-LOUIS MARIEL

## SOMMAIRE

PAGES	RUBRIQUES
	<b>MO</b>
	<b>1 - COMMUNES ET SYNDICATS DE COMMUNES</b>
	<b>12 - FINANCES COMMUNALES</b>
	122 <i>Dépenses</i>
	122-12 <i>Païement</i>
	122-127 <i>Païement par virement</i>
9	Dématérialisation des virements papier remis par les C.E.P.L.
33	CIRCULAIRE DU 7 NOVEMBRE 1996
	- ANNEXE 1 -
	123 <i>Recettes</i>
	123 bis <i>TVA</i>
	123 bis 5 <i>Fonds de compensation de la TVA</i>
11	Indemnisations de sinistres dues aux collectivités locales par les compagnies d'assurance
37	CIRCULAIRE NOR/FPP/A/96/10010C DU 2 FEVRIER 1996
	- ANNEXE 2 -
	<b>13 - ADMINISTRATION ET SERVICES COMMUNAUX</b>
	137 <i>Cimetières</i>
	137-4 <i>Vacations funéraires</i>
13	Rôle des services des préfectures et des services déconcentrés de la police nationale dans la mise en oeuvre du nouveau dispositif
43	CIRCULAIRE NOR/INT/C/96/00070C DU 31 MAI 1996
	- ANNEXE 3 -

## 14 - PERSONNEL COMMUNAL

	143	<i>Rémunérations</i>
	143-6	<i>Rémunération des personnels locaux non titulaires</i>
15		Qualification d'agent de droit public des contractuels des services publics à caractère administratif
55		ARRET DU TRIBUNAL DES CONFLITS DU 25 MARS 1996 - ANNEXE 4 -
	146	<i>Personnels divers</i>
17		Vacations horaires des sapeurs-pompiers volontaires
57		DECRET N° 96-1004 DU 22 NOVEMBRE 1996 - ANNEXE 5 -
	146-3	<i>Maires, adjoints et conseillers municipaux, présidents de syndicat intercommunal.</i>
19		Non soumission à cotisations sociales des indemnités de fonction des présidents et vice-présidents d'EPCI
59		ARRET DE LA COUR DE CASSATION DU 23 MAI 1996 - ANNEXE 6 -

## 2 - ETABLISSEMENTS PUBLICS

### 22 - SANTE PUBLIQUE - ETABLISSEMENT SANITAIRES, SOCIAUX ET MEDICO-SOCIAUX

	222	<i>Etablissements publics de santé</i>
	222-2	<i>Administration des hôpitaux</i>
	222-21	<i>Organes de fonctionnement</i>
	222-211	<i>Conseil d'administration</i>
21		Composition et fonctionnement des conseils d'administration des E.P.S.
61		DECRET N° 96-945 DU 30 OCTOBRE 1996 - ANNEXE 7 -

	222-25	<i>Personnel médical et de soins</i>
	222-251	<i>Médecins et pharmaciens</i>
23		Statut des praticiens exerçant leur activité à temps partiel
67		DECRET N° 96-641 DU 15 JUILLET 1996
		- ANNEXE 8 -
	222-252	<i>Autres personnels de soins</i>
25		Résorption de l'emploi précaire
69		CIRCULAIRE DH/FH 1 N° 96-521 DU 14 AOÛT 1996
		- ANNEXE 9 -
27		Conditions d'emploi des personnels de la fonction publique hospitalière
81		CIRCULAIRE DH/FH1/DAS/TS3 N° 96-257 DU 16 AVRIL 1996
		- ANNEXE 10 -
	222-26	<i>Personnel administratif</i>
		Voir rubrique 222-252
	222-28	<i>Personnels divers</i>
		Voir rubriques 222-252 et 143-6.
29		Statut particulier des psychologues de la fonction publique hospitalière
87		DECRET N° 96-881 DU 2 OCTOBRE 1996
		- ANNEXE 11 -
29		Classement indiciaire des psychologues de la Fonction Publique Hospitalière
89		DECRET N° 96-882 DU 2 OCTOBRE 1996
		- ANNEXE 12 -
29		Echelonnement indiciaire des psychologues de la Fonction Publique Hospitalière
91		ARRETE DU 2 OCTOBRE 1996
		- ANNEXE 13 -

222-3 *Dépenses*

Voir rubrique 122-127

222-4 *Recettes*

222-43 *Prix de journée*

222-435 *Recouvrement - Modalités juridiques*

31 Solidarité entre époux

93 ARRET DE LA COUR DE CASSATION DU 10 JUILLET 1996

- ANNEXE 14 -

225 *Etablissements sociaux et médico-sociaux*

225-3 *Dépenses*

Voir rubrique 122-127

225-44 *Recettes - Recouvrement*

Voir rubrique 222-435

## **24 - LOGEMENT, ASSAINISSEMENT, TRAVAUX COMMUNS, RECONSTRUCTION**

241 *Offices publics d'H.L.M.*

Voir rubrique 122-127

## **4 - DEPARTEMENTS**

### **42 - FINANCES DEPARTEMENTALES**

422 *Dépenses*

422-12 *Païement*

422-127 *Païement par virement*

Voir rubrique 122-127

423 *Recettes*

423 bis *TVA*

423 bis 5 *Fonds de compensation de la TVA*

Voir rubrique 123 bis 5

**44 - PERSONNEL DEPARTEMENTAL**

- 443 *Rémunérations*
- 443-6 *Rémunérations des personnels locaux non titulaires*  
Voir rubrique 143-6
- 446 *Personnels divers*  
Voir rubrique 146

**5 - REGIONS****52 - FINANCES REGIONALES**

- 522 *Dépenses*
- 522-12 *Paielement*
- 522-127 *Paielement par virement*  
Voir rubrique 122-127
- 523 *Recettes*
- 523 bis *TVA*
- 523 bis 5 *Fonds de compensation de la TVA*  
Voir rubrique 123 bis 5

**54 - PERSONNEL REGIONAL**

- 543 *Rémunérations*
- 543-6 *Rémunérations des personnels locaux non titulaires*  
Voir rubrique 143-6





---

122-127  
222-3  
225-3  
241  
422-127  
522-127

---

**DEMATÉRIALISATION DES VIREMENTS PAPIER REMIS PAR LES COLLECTIVITÉS ET  
ÉTABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX**

Les comptables trouveront en annexe 1 la circulaire du Ministère de l'Economie et des Finances du 7 novembre 1996, et le télex qui a été adressé aux Trésoreries Générales le 27 décembre 1996.

La circulaire définit les nouvelles modalités de dématérialisation des virements papier dans le secteur public local.



---

**123 bis 5**

**423 bis 5**

**523 bis 5**

---

**INDEMNISATIONS DE SINISTRES DUES PAR LES COMPAGNIES D'ASSURANCE  
AUX COLLECTIVITES LOCALES**

Les comptables trouveront en annexe 2, la circulaire n° NOR/FPP/A/96/10010C du 2 février 1996 du ministère de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation adressée aux Préfets et relative au fonds de compensation pour la TVA. L'attention des comptables est plus particulièrement appelée sur le paragraphe relatif aux indemnités d'assurance et à la TVA réaffirmant le principe selon lequel, sauf clause expresse au contrat, les compagnies d'assurance ne sont pas fondées à déduire des indemnités de sinistres dues aux collectivités locales, les sommes correspondant à la TVA acquittée ou celles reçues au titre du FCTVA.



---

**137-4**

---

### **REFORME DES VACATIONS FUNERAIRES**

Les comptables trouveront en annexe 3, pour information, la circulaire n° NOR/INT/C/96/00070C du 31 mai 1996, diffusée par le ministère de l'Intérieur aux services des préfectures et aux services déconcentrés de la police nationale, portant sur la réforme des modalités d'exécution des opérations funéraires et des assistances aux huissiers de justice et aux huissiers du Trésor. Cette circulaire précise le rôle des services précités dans la mise en oeuvre du nouveau dispositif : assistance aux opérations funéraires, recensement des opérations et rattachement du produit des vacations par voie de fonds de concours.



---

143-6  
222-28  
443-6  
543-6

---

**FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE  
FONCTION PUBLIQUE HOSPITALIERE  
CONTRACTUELS DES SERVICES PUBLICS  
A CARACTERE ADMINISTRATIF - AGENTS DE DROIT PUBLIC**

Le tribunal des conflits, par un arrêt du 25 mars 1996 (annexe 4), reconnaît la qualification d'agent de droit public à tous les personnels contractuels travaillant pour le compte d'un service public à caractère administratif.

Ainsi, désormais, ce n'est plus la participation directe des agents à l'exécution d'un service public, ou la présence dans le contrat de clauses exorbitantes du droit commun qui qualifie le contrat, mais le fait de travailler pour une collectivité ou un établissement public.

Néanmoins, il semble qu'il reste encore une exception, à savoir les personnes relevant de contrats type emploi-solidarité qui restent des agents de droit privé.





---

**146**  
**446**

---

**FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE**  
**VACATIONS HORAIRES DES SAPEURS-POMPIERS VOLONTAIRES**

Le décret n° 96-1004 du 22 novembre 1996 (annexe 5) relatif aux vacations horaires des sapeurs-pompiers volontaires pris en application de la loi n° 96-370 du 3 mai 1996 relative au développement du volontariat dans les corps de sapeurs-pompiers fixe les conditions de versement de ces vacations.

Ces dispositions sont applicables à compter du 1er janvier 1998 et un arrêté interministériel interviendra pour fixer le taux de la vacation horaire.

L'autorité territoriale dont relève le sapeur-pompier est compétente pour ouvrir le droit à la vacation et fixer les taux modulables prévus par le décret.



---

**146-3**

---

**FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE  
INDEMNITES DE FONCTION DES PRESIDENTS ET VICE-PRESIDENTS DES EPCI  
NON SOUMISSION A COTISATIONS SOCIALES**

La chambre sociale de la Cour de Cassation, par un arrêt du 23 mai 1996, (annexe 6) a annulé un arrêt de la cour d'appel de Grenoble qui avait confirmé un redressement URSSAF à l'encontre d'un syndicat de communes.

La Cour considère que les indemnités de fonction des présidents et vice-présidents d'EPCI ne sont pas en tant que telles soumises à cotisations sociales car elles n'ont pas le caractère de salaire et il n'existe pas de lien de subordination entre ces personnes et le comité syndical.

Ainsi, les termes de la lettre collective du bureau D3 en date du 20 juillet 1993 sont confirmés.



---

**222-211**

---

**ETABLISSEMENTS PUBLICS DE SANTE  
COMPOSITION ET FONCTIONNEMENT DES CONSEILS D'ADMINISTRATION**

Les comptables trouveront en annexe 7 le décret n° 96-945 du 30 octobre 1996 relatif à la composition et au fonctionnement des conseils d'administration des établissements publics de santé.

Les deux nouveautés apportées par ce texte sont, d'une part, la fin de la représentation des organismes de sécurité sociale qui participent désormais à la commission exécutive de l'Agence régionale d'hospitalisation et, d'autre part, la possibilité pour les collectivités territoriales de se faire représenter par d'autres personnes que les membres de leurs assemblées délibérantes.



---

**222-251**

---

**ETABLISSEMENTS PUBLICS DE SANTE - PRATICIENS HOSPITALIERS  
STATUT DES PRATICIENS EXERCANT LEUR ACTIVITE A TEMPS PARTIEL**

Les comptables trouveront en annexe 8 le décret n° 96-641 du 15 juillet 1996 modifiant le décret n° 85-384 du 29 mars 1985 modifié portant statut des praticiens exerçant leur activité à temps partiel dans les établissements d'hospitalisation publics.





---

**222-252**

**222-26**

**222-28**

---

**FONCTION PUBLIQUE HOSPITALIERE**  
**RESORPTION DE L'EMPLOI PRECAIRE**

Les comptables trouveront en annexe 9 la circulaire DH/FH1 n° 96-521 du 14 août 1996 relative à la résorption de l'emploi précaire dans la fonction publique hospitalière. Celle-ci reprend les dispositions prévues par le protocole d'accord du 14 mai 1996 sur la résorption de l'emploi précaire public qui se divise en deux parties. La première partie prévoit la titularisation de certains personnels par voies de concours. Son application doit attendre l'intervention de textes législatifs et réglementaires. La deuxième partie, d'application immédiate, met en place un certain nombre de dispositions destinées à « éviter la reconstitution de l'emploi précaire ». Les agents concernés par ce plan sont les agents contractuels en fonction ou en congé à la date de signature du protocole qui ont été employés au minimum pendant une durée de quatre ans.



---

**222-252****222-26****222-28**

---

**FONCTION PUBLIQUE HOSPITALIERE  
CONDITIONS D'EMPLOI DES PERSONNELS  
DE LA FONCTION PUBLIQUE HOSPITALIERE**

Les comptables trouveront en annexe 10 la circulaire DH/FH1/DAS/TS3 n° 96/257 du 16 avril 1996 relative aux conditions d'emploi des personnels de la fonction publique hospitalière dans certaines situations particulières. Cette circulaire, fixe, suite à plusieurs décisions des juridictions administratives les principes qui doivent guider les établissements publics de santé dans la gestion d'agents en fin de période de détachement, de disponibilité ou dans le recrutement d'agents privés d'emploi par suite de suppression de poste.



---

**222-28**

---

**FONCTION PUBLIQUE HOSPITALIERE- MODIFICATION DU STATUT PARTICULIER  
DES PSYCHOLOGUES DE LA FONCTION PUBLIQUE HOSPITALIERE**

Les comptables trouveront :

- en annexe 11 le décret n° 96-881 du 2 octobre 1996 modifiant le décret n° 91-129 du 31 janvier 1991 modifié portant statut particulier des psychologues de la fonction publique hospitalière.

- en annexe 12 le décret n° 96-882 du 2 octobre 1996 relatif au classement indiciaire des psychologues de la fonction publique hospitalière.

- en annexe 13 l'arrêté du 2 octobre 1996 relatif à l'échelonnement indiciaire des psychologues de la fonction publique hospitalière.



---

222-435  
225-44

---

**ETABLISSEMENTS PUBLICS DE SANTE  
RECouvreMENT - SOLIDARITE ENTRE EPOUX  
APPLICATION DE L'ARTICLE 220 DU CODE CIVIL**

Les comptables trouveront en annexe 14 un arrêt du 10 juillet 1996 de la deuxième chambre civile de la Cour de Cassation qui applique au recouvrement des créances hospitalières les dispositions de l'article 220 du code civil qui organise la solidarité entre époux. Ainsi, la dette contractée par un époux, pour assurer à l'un des enfants des soins, oblige l'autre solidairement quelque soit le nom de l'époux désigné sur la facture.





## ANNEXE N° 1 :

122-127  
222-3  
225-3  
241  
422-127  
522-127

Circulaire du 7 novembre 1996 relative à la dématérialisation des virements papier remis par les collectivités et établissements publics locaux

NOR: AUDA9606066C

Paris, le 7 novembre 1996.

*Le ministre de l'économie et des finances  
à Mesdames et Messieurs les trésoriers-payeurs généraux*

La décision de la profession bancaire de facturer l'émission des virements papier prendra effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1997 au lieu de la date initialement prévue du 1<sup>er</sup> janvier 1996.

C'est la raison pour laquelle la direction de la comptabilité publique s'est mobilisée au cours de ces dernières années pour offrir à toutes les collectivités locales et à tous les établissements publics locaux la possibilité d'un échange informatisé des virements. Tous les applicatifs de gestion comptable sont opérationnels à cette fin. La très grande majorité des organismes du secteur public local adressent déjà des supports dématérialisés pour les virements. Toutefois, ponctuellement, certaines collectivités locales et établissements publics locaux émettent encore, à ce jour, des virements papier.

Aussi ai-je décidé, après une large concertation avec les élus, les autres ordonnateurs du secteur public local et leurs instances de concertation, d'apporter un soutien logistique et technique aux collectivités locales et aux établissements publics locaux (établissements publics rattachés, établissements publics de santé, établissements sociaux et médico-sociaux, offices publics d'H.L.M.) selon les modalités suivantes :

1. S'agissant des collectivités locales de moins de 1 500 habitants et des établissements publics qui leur sont rattachés, des groupements de communes dont aucune ne dépasse le seuil des 1 500 habitants, des hôpitaux de moins de 300 lits et des offices d'H.L.M. de moins de 1 500 logements, le réseau du Trésor public prendra intégralement et gratuitement à sa charge les opérations de dématérialisation lorsque les collectivités et établissements indiqués ci-dessus ne seront pas encore en mesure de remettre à leur comptable public des virements sur supports magnétiques (bandes magnétiques ou disquettes). Cette aide logistique aux structures du secteur public local doit s'accompagner d'un soutien actif aux efforts qui sont faits par ces collectivités et établissements pour s'informatiser.

2. Les collectivités de plus de 1 500 habitants et les établissements publics qui leur sont rattachés, les structures intercommunales comportant au moins une collectivité de plus de 1 500 habitants, les hôpitaux de plus de 300 lits et les offices d'H.L.M. de plus de 1 500 logements devront remettre, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1997, leurs virements sur supports magnétiques pour acheminement dans le circuit interbancaire.

Toutefois, dans l'attente de la mise en place de systèmes informatisés de dématérialisation et afin d'aider les collectivités et établissements à s'adapter, le Trésor public leur proposera, pour 1997, dans le cadre d'un partenariat, un dispositif d'assistance. Ce dispositif sera mis en œuvre sur la base d'une convention dont le modèle type est reproduit en annexe.

Le Trésor public effectuera les opérations de dématérialisation des virements papier durant la période nécessaire à la mise en place des outils informatiques chez l'ordonnateur. Dans ce cadre, le coût du service rendu sera facturé aux organismes concernés par le Trésor public. Le montant est fixé à 4 F par virement.

3. Par ailleurs, le Trésor public proposera un dispositif simple de saisie aux collectivités et aux établissements publics locaux qui le souhaitent pour leur permettre de prendre en charge ces opérations par elles-mêmes.

## ANNEXE N° 1 (suite)

Bien évidemment, ces mesures sont fondées sur le volontariat. Elles restent libres de recourir au prestataire informatique de leur choix pour satisfaire aux obligations posées par la profession bancaire.

Enfin, les collectivités ou établissements publics locaux qui continueront de présenter des virements papier hors du cadre visé par la présente circulaire devront supporter la tarification de droit commun prévue par la profession bancaire. Cette facturation fixée actuellement par cette dernière à 12 F par virement leur sera, dans ce cas, intégralement répercutée.

JEAN ARTHUIS

## ANNEXE

CONVENTION TYPE ENTRE LE TRÉSOR PUBLIC ET... (1)  
RELATIVE À LA DÉMATÉRIALISATION DES VIREMENTS-PAPIER

Convention entre le Trésor public (ci-après dénommé « le Trésor »), représenté par \_\_\_\_\_, et (1) \_\_\_\_\_, représentée par \_\_\_\_\_, relative à la prise en charge par les services du Trésor des opérations de dématérialisation des virements-papier avant leur remise dans le circuit interbancaire.

Article 1<sup>er</sup>

## Objet de la convention

Par la présente convention, le Trésor public s'engage à effectuer toutes les opérations de dématérialisation des virements-papier remis par (1) \_\_\_\_\_ en vue de les transmettre, après prise en charge comptable, au circuit interbancaire, via l'institut d'émission.

## Article 2

## Modalités financières

\_\_\_\_\_ (1) s'engage, en contrepartie de ce service, à supporter un coût de 4 F par virement. Ces frais seront liquidés mensuellement sur la base de la présente convention et d'un décompte de liquidation établi par le Trésor et communiqué

à l'ordonnateur. Celui-ci dispose d'un délai maximum de quinze jours à compter de la réception du décompte pour le contester.

A l'issue de ce délai, la collectivité (ou l'établissement public) autorise le Trésor à effectuer le prélèvement sur son compte. L'ordonnateur mandatera ces frais sur la base du décompte ainsi établi.

## Article 3

## Modalités techniques

La collectivité ou l'établissement public remettra, selon la périodicité de (2) \_\_\_\_\_, les virements papiers à dématérialiser en indiquant le nombre total et en précisant, pour chaque opération, les références bancaires complètes du fournisseur.

## Article 4

## Durée de mise en œuvre

La durée de cette convention est d'un an et prendra effet à compter du \_\_\_\_\_. Toutefois, si la collectivité (ou l'établissement public) est prête avant le terme à dématérialiser elle-même les virements-papier, elle devra alors, un mois avant la échéance souhaitée du terme, en avertir le Trésor.

## Article 5

## Prolongation du contrat

La présente convention est reconductible une fois pour un délai de (1) \_\_\_\_\_ mois, par accord entre les parties à la demande de l'ordonnateur un mois avant l'échéance.

Le trésorier-payeur général,

La collectivité de \_\_\_\_\_  
ou l'établissement public local  
représentée par \_\_\_\_\_

Le trésorier de la collectivité,

- (1) Collectivité ou établissement public local.  
(2) Délai à fixer entre les parties.

## ANNEXE N° 1 (suite et fin)

TELEX N.338 DU 27 DECEMBRE 1996

A L'ATTENTION DU FONDE DE POUVOIR.

REF : LETTRE CD - 6685 DU 16 DECEMBRE 1996.

OBJET : DEMATERIALISATION DES VIREMENTS PAPIER.

JE VOUS CONFIRME QUE LA PROFESSION BANCAIRE - POUR  
TENIR COMPTE NOTAMMENT DE L'IMPORTANCE DES FLUX  
DE VIREMENTS PAPIER LIES A LA PERIODE COMPLEMENTAIRE  
1996 - A ACCEPTE LE REPORT DE LA FACTURATION DE LA  
DEMATERIALISATION AU 1ER MARS 1997.

EN CONSEQUENCE VOUS ETES AUTORISES A CONTINUER DE  
DEPOSER GRATUITEMENT DES VIREMENTS PAPIER A LA  
BANQUE DE FRANCE JUSQU'AU 28 FEVRIER 1997.

DE CE FAIT AFIN DE NE PAS PENALISER LES COLLECTIVITES  
QUI ONT PASSE DES CONVENTIONS. LA TARIFICATION PREVUE  
PAR CES ACCORDS (4 FR PAR VIREMENT) N'ENTRERA EN  
VIGUEUR QU'AU 1ER MARS 1997.

DE LA MEME FACON LA TARIFICATION DE 8 FR PAR  
VIREMENT APPLICABLE AUX ORDONNATEURS D'ETAT  
NE PRENDRA EFFET QU'AU 1ER MARS 1997.

NONOBTANT L'OBTENTION DE CET ULTIME DELAI DANS LA  
DISPARITION DES VIREMENTS PAPIER PUBLICS. VOUS  
VEILLEREZ A POURSUIVRE VOS EFFORTS AUPRES DES  
ORDONNATEURS AFIN D'OBTENIR SUR LES DEUX PREMIERS  
MOIS DE L'ANNEE 1997 LA PROPORTION MAXIMALE D'EFFETS  
DEMATERIALISES.

L'ADMINISTRATEUR CIVIL  
CHARGE DE LA SOUS-DIRECTION E

J.F BERTHIER



## ANNEXE N° 2 :

123 bis 5  
423 bis 5  
523 bis 5

MINISTRE DE LA FONCTION PUBLIQUE  
DE LA REFORME DE L'ETAT  
ET DE LA DECENTRALISATION

DIRECTION GENERALE DES COLLECTIVITES LOCALES

SOUS-DIRECTION DES FINANCES LOCALES  
ET DE L'ACTION ECONOMIQUE

BUREAU DES CONCOURS FINANCIERS DE L'ETAT

REF: SHCA

AFFAIRE SUIVIE PAR: Mme HGMONT  
Tel: 49.27.24.45

72 FEB. 1998

NOB F P P A B G L I O I O L I O C

Le ministre de la fonction publique,  
de la réforme de l'Etat et de la  
décentralisation

iii

Messieurs les préfets de régions,  
Mesdames et Messieurs les préfets de  
département,  
- Métropole et départements d'outre-mer.  
- Collectivité territoriale de Saint-Pierre-  
et-Miquelon

**OBJET :** Fonds de compensation pour la TVA (FCTVA).

REFER : La circulaire n° NOR/INT/8/S4/00257/C du 23 septembre 1994 relative au FCTVA.

Conscient des difficultés que vous pouvez rencontrer lors de votre contrôle relatif à l'éligibilité au FCTVA des dépenses d'investissement réalisées par les collectivités et établissements bénéficiaires, il m'a semblé utile d'instaurer, dès cette année, une circulaire annuelle d'information.

Cette instruction a vocation à vous faire part des solutions intervenues au cours d'un exercice budgétaire sur des dossiers que vous êtes amenés à connaître régulièrement, et doit ainsi contribuer à harmoniser le contrôle d'éligibilité au FCTVA.

1 - Les dépenses réalisées par les établissements de coopération intercommunale pour le comate de leurs communes membres

Comme indiqué au 2-2-2-2 et au 3-2-2-2 de la circulaire du 23 septembre 1994 relative au FCTVA, ces dépenses ouvrent droit au bénéfice du fonds au profit des communes pour le compte desquelles les travaux sont réalisés et cela depuis le 1er janvier 1995.

## ANNEXE N° 2 (suite)

Les groupements qui réalisent les travaux dans ce cadre interviennent en effet en tant que prestataires de services et non dans le cadre d'une mission d'intérêt communautaire qui ne peut concerner que le patrimoine propre de l'établissement de coopération.

Tel est le cas, par exemple, des syndicats de travaux.

Pour les communautés de communes et de villes, ce dispositif est déjà applicable, en particulier dans le domaine de la voirie qui ne peut en aucun cas relever du patrimoine intercommunal.

2 - Les dépenses réalisées par un groupement de communes pour la construction d'une usine d'incinération des ordures ménagères lui appartenant

Les dépenses d'investissement ainsi réalisées sont éligibles au FCTVA à la condition de remplir les trois conditions suivantes :

- le groupement est titulaire de la compétence traitement (la responsabilité de la collecte peut être laissée aux communes) ;
- le groupement n'a pas opté pour l'assujettissement à la TVA de son activité de traitement ;
- dans le cas où l'établissement exerce également une activité de valorisation énergétique, imposable à la TVA, il convient de vérifier qu'elle n'intervient qu'à titre accessoire dans l'utilisation des équipements.

3 - Les dépenses liées à des biens utilisés pour les besoins d'une activité assuettie à la TVA.

- par détermination de la loi : elles ne sont pas éligibles au FCTVA même si la collectivité n'a pas déclaré la TVA collectée auprès des services fiscaux ;
- en raison de leur nature concurrentielle : l'appréciation de la nature concurrentielle d'une activité ne relève que de la seule compétence des services fiscaux.

Il vous appartient ainsi de vous rapprocher de la direction des services fiscaux de votre département, ou de demander une déclaration de non assujettissement à la collectivité bénéficiaire avant de lui attribuer le FCTVA.

4 - Les dépenses liées à des biens affermés ou concédés.

Ces dépenses sont en principe inéligibles au FCTVA puisque la collectivité locale qui a affermé ou concédé l'exploitation de son service public a la possibilité de récupérer la TVA qui a grevé les dépenses liées aux équipements remis à l'exploitant en lui transférant son droit à déduction fiscale.

Cette procédure de transfert est néanmoins facultative.

## ANNEXE N° 2 (suite)

Il en résulte que si la convention d'affermage ou de concession ne prévoit pas cette possibilité de transfert et sous réserve que la collectivité ne l'a pas effectivement mise en œuvre, les dépenses sont éligibles au FCTVA sous réserve de répondre aux autres conditions d'éligibilité au fonds.

A l'inverse, les dépenses ne sont pas éligibles si cette procédure est prévue dans le contrat, même si la collectivité n'a pas fait jouer cette clause contractuelle.

Enfin, je vous précise que seuls les travaux que l'exploitant du service a pris en compte dans le calcul de ses tarifs et qui ont un lien avec les investissements visés à la convention sont concernés par la procédure du transfert.

Les dépenses qui n'ont pas de lien direct avec les travaux visés au contrat peuvent, le cas échéant, être éligibles au FCTVA.

#### 5 - Les dépenses liées aux établissements pour personnes âgées

Elles ne sont pas éligibles au FCTVA quand elles concernent des établissements gérés par un tiers inéligible au fonds.

Concernant les établissements gérés par un bénéficiaire du fonds, les dépenses sont éligibles lorsque les personnes âgées acquittent un prix de journée.

Lorsque les résidents paient un loyer, les dépenses afférentes à la structure d'accueil sont inéligibles au FCTVA au même titre que tout logement locatif.

Dans le cas d'établissements accueillant à la fois des résidents locataires et des résidents qui acquittent un prix de journée, vous attribuerez le FCTVA au prorata de la surface correspondant aux lits sous le régime du prix de journée :

- lorsque l'établissement fonctionne majoritairement par prix de journée, vous excluez les surfaces relatives aux seules parties locatives ;
- lorsque l'établissement accueille en majorité des locataires, vous ne rendrez éligibles que les seules parties occupées par des lits pour lesquels les résidents acquittent un prix de journée.

#### 6 - Les indemnités d'assurance et la TVA

Dans le cadre de votre mission de conseil aux collectivités locales, je tiens à vous informer que les compagnies d'assurance ne peuvent prendre pour argument que les collectivités locales bénéficient du FCTVA pour leur refuser le calcul de leur indemnité de sinistre sur la base du coût TTC des travaux à réaliser.

Dans son arrêt du 2 août 1995, ville de Villeneuve d'Ascq C/Assurances Mutuelles de France, la cour d'appel de Douai a pourtant jugé que l'indemnité versée aux collectivités locales par les compagnies d'assurance au titre du préjudice subi à la suite d'un dommage doit être calculée hors taxe, le mécanisme du FCTVA étant destiné à leur assurer le remboursement de la TVA.

## ANNEXE N° 2 (suite)

Cette position que la cour de cassation n'a pas eu l'occasion de confirmer, méconnaît profondément la nature juridique du FCTVA.

En effet, nul ne peut se prévaloir du FCTVA qui, en raison du contrôle d'éligibilité réalisé avec un décalage de deux ans, ne constitue pas une recette certaine pour les bénéficiaires, et ne saurait donc s'analyser comme un mécanisme fiscal de remboursement de la TVA.

Fort de cette analyse, le ministère de l'économie et des finances n'a cessé de rappeler le principe selon lequel, sauf clause expresse au contrat, les compagnies d'assurance ne sont pas fondées à déduire des indemnités de sinistres dues aux collectivités locales les sommes correspondant à la TVA acquittée ou celles reçues au titre du FCTVA.

Les observations formulées par les chambres régionales des comptes et la jurisprudence du Conseil d'Etat (CE, section, 19 avril 1991, SARL Cartigny, rec p 163) vont dans le même sens.

#### 7 - Le taux forfaitaire de compensation de la TVA

En raison de la récente modification du taux normal de TVA qui est passé de 18,6 % à 20,6 % depuis le 1<sup>er</sup> août 1996 et compte tenu de la réfaction applicable à compter de 1997 instituée par la loi de finances pour 1994, le taux forfaitaire de compensation de la TVA évoluera comme suit :

	en %		
	1996	1997	1998
COMMUNAUTES DE COMMUNES ET DE VILLES (FCTVA L'ANNEE N)	17,081 Taux normal (20,6 %) calculé en dedans du prix soit 20,6/120,6)	16,176 Taux de FCTVA abaissé de 0,905 point	16,176
AUTRES BENEFICIAIRES (FCTVA L'ANNEE N + 2)	15,682 taux normal (18,6 % calculé en dedans du prix, soit 18,6/118,6)	15,360 prorata temporis (7 mois à 18,6 % et 5 mois à 20,6 %, le tout moins 0,905 point)	16,176

Enfin, je souhaiterais attirer votre attention sur les points suivants.

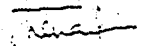
Le FCTVA repose sur un système déclaratif, ce qui suppose que les collectivités bénéficiaires doivent vous apporter toutes les pièces nécessaires à la réalisation de votre contrôle.



## ANNEXE N° 2 (suite et fin)

Par ailleurs, je vous rappelle que les décisions de refus d'attribution du FCTVA doivent être motivées en droit, et que la circulaire du 23 septembre 1994 n'est pas opposable aux administrés et ne peut donc servir de base de motivation. Dans le cadre d'un recours contentieux, le défaut de motivation d'une décision administrative est, en effet, un motif d'annulation.

Pour le ministre  
et par délégation  
le directeur général  
des collectivités locales

  
MICHEL TREVAUX



137-4

MINISTERE DE L'INTERIEUR

1 = MINISTRE

PARIS, le 21 MAI 1993

LE MINISTRE DE L'INTERIEUR

NCR 11/21/1961

5

Monsieur le préfet de police  
Messdames et Messieurs les préfets de département

en copie à :

Messieurs les préfets de zone de défense  
-secrétariats généraux pour l'administration de la police-

Messieurs les directeurs et chefs de services centraux  
de la police nationale

La mise en oeuvre d'une allocation de service au profit des fonctionnaires du corps de conception et de direction de la police nationale, et de certains chefs de circonscriptions de sécurité publique, membres du corps de commandement et d'encadrement, implique que soit mis un terme à la perception directe des vacations funéraires, versées en application du code général des collectivités territoriales et du code des communes, et des vacations d'huissiers, versées en application du code de procédure civile. La présente circulaire établit les modalités de perception de ces vacations ainsi que celles de leur rattachement au budget du ministère de l'intérieur.

**O B J E T :** Réforme des modalités d'exécution des opérations funéraires et des assistances aux huissiers de justice et aux huissiers du Trésor.

ANNEXES : 6

La loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité a posé le principe dans son article 25 que « les rémunérations ou redevances versées à raison d'interventions des personnels de la police nationale en vertu de dispositions législatives ou réglementaires sont rattachées au budget du ministère de l'intérieur ».

La mise en oeuvre de cette disposition implique pour les bénéficiaires de l'allocation de service, l'interdiction de la perception directe de toute rémunération accessoire, qu'il s'agisse des vacations funéraires, des vacations pour intervention au profit des huissiers de justice et du Trésor, ainsi que de toute autre rémunération (service d'ordre payant, constatation d'infraction au code de la propriété industrielle,....etc.). Chaque fonctionnaire concerné a du reste été personnellement informé du contenu de cette réforme capitale qui aura le mérite d'instaurer une indispensable transparence tout en permettant une meilleure gestion du corps des commissaires de police.

## ANNEXE N° 3 (suite)

Bien évidemment, cette réforme ne remet pas en cause, l'exécution de ces missions par la police nationale, celles-ci devant continuer à être assumées avec toute la diligence indispensable pour que la loi soit appliquée et les décisions de justice exécutées.

Les textes qui portent création de l'allocation de service et en fixent les montants ont été publiés au Journal officiel du 27 mars 1996 ; le dispositif indemnitaire nouveau s'applique dès lors à compter du 1er avril 1996.

Le décret assimilant le produit des vacations funéraires versées en application de l'article R 364-13 du code des communes à un fonds de concours pour dépenses d'intérêt public, ainsi que le décret autorisant le rattachement par voie de fonds de concours au budget du ministère de l'intérieur du produit de l'indemnité forfaitaire prévue en cas d'intervention d'un fonctionnaire de la police nationale sur réquisition d'un huissier de justice, publiés au Journal officiel du 15 mai 1996.

## 1 / LES VACATIONS FUNERAIRES :

### 1-1 Principes généraux :

Pour les vacations funéraires, la loi d'orientation et de programmation a modifié l'article L 2213 -14 du code général des collectivités territoriales (ancien article L 364-5 du code des communes) en précisant qu'elles s'effectuaient, dans les communes dotées d'un régime de police d'Etat, sous la responsabilité du chef de circonscription, en présence du fonctionnaire de police délégué par ses soins. En conséquence sous votre autorité chaque chef de service de police concerné devra, s'il ne l'a déjà fait, prendre toutes dispositions utiles pour faire assurer les opérations d'exhumation, de réinhumation et de translation de corps dans ce nouveau cadre.

J'attache le plus grand prix à ce que ces missions soient assurées avec une totale dignité et toute la diligence indispensable. C'est l'occasion de concrétiser un accueil de qualité en offrant à des familles fréquemment traumatisées l'image d'un service public attentif à leur émotion. Par ailleurs, je ne verrais pas d'inconvénient à ce que cette tâche soit confiée à des fonctionnaires du corps de maîtrise et d'application, particulièrement à ceux placés en position de service aménagé pour raison médicale et que les chefs de service n'aient pas manqué de sensibiliser à la spécificité de la mission.

J'appelle votre attention sur le fait que les vacations allouées jusqu'à présent aux fonctionnaires de la DICCILEC, lors de translations de corps, notamment sur les plates-formes aéroportuaires, n'ont pas de base légale et ne pourront plus être perçues.

### 1-2 Procédure administrative :

Chaque chef de service de police concerné doit recenser des opérations auxquelles il aura été procédé par commune, et calculer les vacations dues par application des taux localement en vigueur. Ce recensement sera effectué au moyen d'un formulaire type figurant en annexe 1.

Ces formulaires de recensement vous seront transmis, en même temps qu'aux receveurs municipaux, chaque fin de mois sous une forme récapitulative conforme à l'annexe 2.

## ANNEXE N° 3 (suite)

### 1-3 Procédure comotable :

Les receveurs municipaux qui auront collecté le produit des vacations mentionnées supra, le verseront au trésorier-payeur général une fois par mois.

Le trésorier-payeur général vous adressera ensuite, un état récapitulatif indiquant par commune les encaissements opérés au titre du mois écoulé.

Il vous appartient dès réception de l'état mensuel, d'émettre un titre global de régularisation sur le compte « 901-600 - budget général - fonds de concours » en indiquant le numéro du fonds de concours 09.2.2.866 « Produit des vacations prévues à l'article 2213-14 du code général des collectivités territoriales, en cas d'intervention de la police nationale ». La rubrique « débiteur » de l'ordre de recettes comportera les mentions suivantes « divers débiteurs » vacations funéraires.

Dans la rubrique « objet, décompte et observations » sera portée l'indication « versements du mois de ... ». Cette procédure a pour objet d'éviter l'émission de multiples titres de perception. Le schéma de cette procédure figure en annexe 3.

## 2 / LES CONCOURS A HUISSIERS :

### 2-1 Principes généraux :

En leur qualité de magistrats de l'ordre administratif et judiciaire, les commissaires de police sont les garants du respect de la loi lors d'opérations d'exécution forcée, telles que les expulsions locatives, les reprises de meubles ou de véhicules, voire les simples ouvertures de portes, qui sont à l'évidence susceptibles d'être génératrices d'incidents. Leur concours doit être normalement précédé d'une tentative d'intervention de l'huissier. En ce qui concerne plus particulièrement les expulsions, il vous appartient également de vérifier que toutes les conciliations possibles ont été effectuées avant l'octroi du concours de la force publique, conciliations auxquelles le commissaire de police prend une part active.

Dans ces conditions les commissaires de police de la sécurité publique, de la direction centrale du contrôle de l'immigration et de la lutte contre l'emploi des clandestins et de la police judiciaire de la préfecture de police continueront comme par le passé à intervenir personnellement à la demande des huissiers de justice. Il ne pourra être dérogé à ce principe que de façon tout à fait exceptionnelle : à l'évidence ce sera le cas lorsqu'une circonscription de sécurité publique est dirigée par un fonctionnaire du corps de commandement et d'encadrement ou dans l'hypothèse d'un département où n'est affecté qu'un seul commissaire de sécurité publique.

J'appelle votre attention sur le fait que les interventions réalisées sur demande des huissiers du Trésor ne devront plus donner lieu versement d'une indemnité, ces concours étant désormais réalisés à titre gratuit par les fonctionnaires de la police nationale, le ministère du budget ayant néanmoins prévu la réinscription des crédits correspondants sur le budget du ministère de l'intérieur.

### 2-2 Procédure administrative :

Sur un plan pratique c'est *exclusivement* au niveau de chaque direction départementale de la sécurité publique et, à PARIS, de la direction de la police judiciaire, que devront être organisées et programmées tous les concours à huissiers pour l'ensemble des circonscriptions du département ou des quartiers de la capitale.

## ANNEXE N° 3 (suite)

Pour chaque demande d'assistance, l'huissier concerné saisira les services compétents par télécopie en joignant une pièce justificative par opération (à défaut, cette dernière pourra toutefois être remise le jour de l'intervention, pour vérification de la validité de la procédure). Les services saisis utiliseront en réponse le même moyen. Le chef de service de police veillera à ce qu'il soit donné normalement satisfaction aux réquisitions des huissiers de justice ou aux huissiers du Trésor du ressort. Il dressera à cet effet un tableau de service spécifique. Bien évidemment, cette importante sujétion qui pèse sur les commissaires ne doit être admise que dans les cas où la loi prévoit expressément la présence de l'autorité de police.

Les services de police établiront un état par huissier, sur le modèle figurant en annexe 4 (quotidien, ou par groupe d'opérations). Ces fiches serviront à l'établissement d'un récapitulatif mensuel selon le modèle en annexe 5.

Bien évidemment, les dossiers pour lesquels l'octroi de la force publique sera sollicité vous seront, comme par le passé, adressés directement par les huissiers, ainsi que le prévoient les dispositions du décret n° 92-775 du 31 juillet 1992 instituant de nouvelles règles relatives aux procédures civiles d'exécution pour l'application de la loi n° 91-650 du 9 juillet 1991, portant réforme des procédures civiles d'exécution.

### 2-3 Procédure comptable :

Les huissiers de justice doivent verser à la trésorerie générale, et à Paris au receveur général des finances, trésorier payeur de la région Ile de France, le produit au titre des vacations réalisées par les services de police pour l'ensemble du département avec l'indication de la partie versante.

Le trésorier-payeur général vous transmettra mensuellement un état récapitulatif des opérations d'encaissement.

Il vous incombera d'émettre, à compter de la réception de cet état, un titre global de régularisation portant imputation définitive des sommes collectées sur le compte « 901-600 - budget général fonds de concours » en référant le numéro du fonds de concours 09.2.2.365 « Produit des recettes perçues en cas de concours à huissier de la police nationale ». Ce titre doit comporter à la rubrique « débiteur » l'indication « divers huissiers de justice - vacations des services de police » et dans la rubrique « objet, décompte et observations » l'indication « versements du mois de... ». Cette procédure permettra également de limiter l'émission des titres de perception. Le schéma de cette procédure figure en annexe 6.

Vous serez rendu destinataire d'une liste mensuelle récapitulative des opérations d'assistance aux huissiers de justice au titre du mois écoulé. Vous veillerez à ce qu'un rapprochement avec la liste des parties versantes communiquée par la trésorerie générale, permette d'identifier les huissiers de justice restés débiteurs. Vous émettrez sur cette base à l'encontre de ces derniers un titre de perception individuel. Les indications comptables seront dans cette hypothèse identiques aux précédentes, à l'exception de la mention du débiteur.

Les sommes collectées au titre de ces deux fonds de concours seront rattachées sur le chapitre « 31-42 - police nationale - indemnités et allocations diverses ».

## ANNEXE N° 3 (suite)


Je vous rappelle enfin que, par application du décret n° 95-634 du 9 mai 1995, fixant les dispositions communes applicables aux fonctionnaires des services actifs de la police nationale, en son article 19, les fonctionnaires de police, qui sont tenus à l'exécution des missions confiées, ou pour lesquelles leur assistance est requise, interviennent toujours en situation de service, et non comme simples témoins.

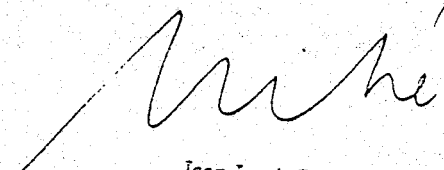
Je vous demande d'inviter les chefs de service de la police nationale concernés à contrôler dorénavant personnellement l'exécution sans faille des opérations funéraires et des interventions réalisées sur réquisition des huissiers. En la matière aucune dérive, si minime soit elle ne saurait être tolérée, et je vous demande de veiller au respect des principes énoncés supra.

Les concours aux officiers ministériels, dans le cadre de la constatation d'infractions au code de la propriété industrielle, feront l'objet d'instructions particulières ultérieures. En tout état de cause le principe de l'interdiction de la perception directe par un fonctionnaire de la police nationale est également valable pour les indemnités éventuellement versées à ce titre.

Je vous remercie de bien vouloir veiller à la bonne exécution de ces instructions dont l'importance ne vous aura pas échappé. Vous voudrez bien me rendre compte immédiatement de tout manquement ou de toute difficulté d'application que vous pourriez constater sous le timbre de la direction générale de la police nationale.

Le contrôleur financier

  
R. de VERTMÉCUL

  
Jean-Louis DESRE

## ANNEXE N° 3 (suite)

## - ANNEXE 1 -

DIRECTION GENERALE  
DE LA POLICE NATIONALE

DIRECTION DEPARTEMENTALE  
DE LA SECURITE PUBLIQUE  
DE

CIRCONSCRIPTION DE  
SECURITE PUBLIQUE DE

AVIS A MONSIEUR LE RECEVEUR MUNICIPAL DE

HONNEUR DE VOUS FAIRE CONNAITRE QUE LE

(date)

NOUS

(nom)

(fonction)

AVONS PROCEDE A

(commune)

A

(nature de l'acte)

DE

(nom)

(dernière adresse)

EFFECTUE PAR LA SOCIETE

(raison sociale)

(adresse)

NOMBRE DE VACATIONS :

LE FONCTIONNAIRE DE POLICE

(nom)

(fonction)



## ANNEXE N° 3 (suite)

DIRECTION GENERALE  
DE LA POLICE NATIONALE

DIRECTION DEPARTEMENTALE  
DE LA SECURITE PUBLIQUE  
DE

AVIS A MONSIEUR LE PREFET D

AVIS A MONSIEUR LE RECEVEUR MUNICIPAL DE

HONNEUR DE VOUS FAIRE CONNAITRE

qu'au cours du MOIS de

afin d'assurer l'exécution des mesures de police prescrites par les lois et règlements,  
ont été effectuées,

SOUS LA RESPONSABILITE DU COMMISSAIRE DE POLICE

(nom)

en présence du fonctionnaire de police délégué par ses soins,

LES OPERATIONS SUIVANTES :

(nombre)  exhumation(s),

(nombre)  réinhumation(s),

(nombre)  translation(s) de corps.

soit un total de  opérations.

En conséquence de quoi, nous arrêtons le présent état des vacations dûes à la somme de :

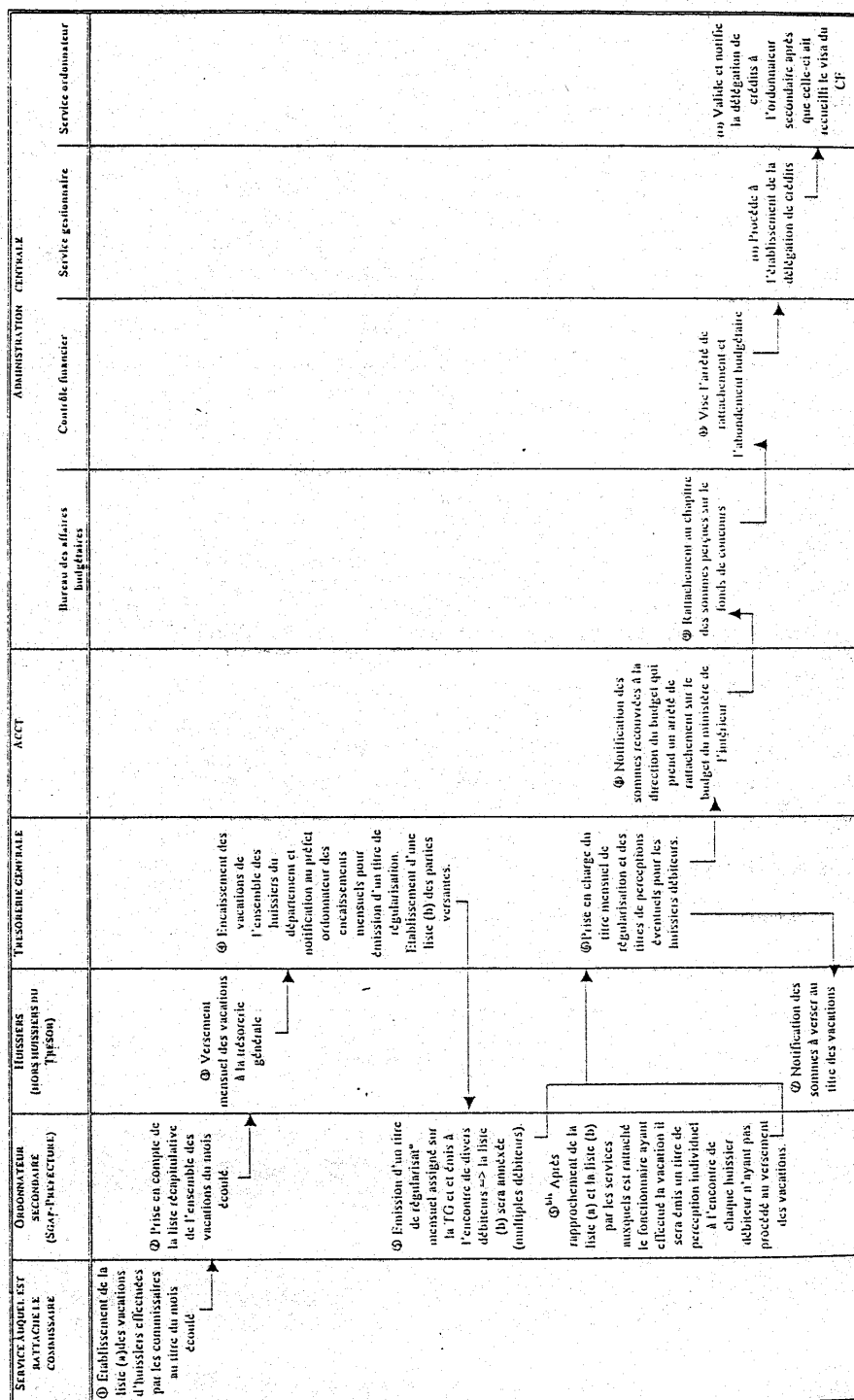
opérations x  F =  F  
(nombre) (taux communal)

LE DIRECTEUR DEPARTEMENTAL  
DE LA SECURITE PUBLIQUE

## ANNEXE N° 3 (suite)

Annexe n° 3

## VACATIONS D'HUISSIERS



## ANNEXE N° 3 (suite)

## - ANNEXE 4 -

DIRECTION GÉNÉRALE  
DE LA POLICE NATIONALE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE  
DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
DE

## ASSISTANCE A OFFICIER MINISTÉRIEL

du  , circonscription de   
(date)

Référence : instruction télécopie D.D.S.P. n°  du

Nom, adresse et n° de téléphone de l'Officier Ministériel :

## TYPES D'OPÉRATIONS D'ASSISTANCE :

- 1 - Ouverture de portes ou de meubles fermant à clef (taux : 9).
- 2 - Exécution de mesure d'expulsion (taux : 15).

Nom et prénom du débiteur ou de la personne poursuivie	Adresse de l'opération d'assistance	N° du type d'opération	Nombre de taux
	Rue : <input type="text"/> n° : <input type="text"/>		
	Commune : <input type="text"/>		
	Rue : <input type="text"/> n° : <input type="text"/>		
	Commune : <input type="text"/>		
	Rue : <input type="text"/> n° : <input type="text"/>		
	Commune : <input type="text"/>		
	Rue : <input type="text"/> n° : <input type="text"/>		
	Commune : <input type="text"/>		

(nombre)  opérations à 9 taux, soit  taux.

(nombre)  opérations à 15 taux, soit  taux.

TOTAL :  taux à  F. soit  F.  
(nombre de taux) (valeur du taux) (montant total)

Signature de  
l'officier ministériel

Nom et signature du  
Commissaire de police

## ANNEXE N° 3 (suite)

## - ANNEXE 5 -

DIRECTION GENERALE  
DE LA POLICE NATIONALE

DIRECTION DEPARTEMENTALE  
DE LA SECURITE PUBLIQUE  
DE

AVIS A MONSIEUR LE PREFET D

HONNEUR DE VOUS FAIRE CONNAITRE

qu'au cours du MOIS de

ont été effectuées par les COMMISSAIRES DE POLICE DU DEPARTEMENT,

LES OPERATIONS SUIVANTES :

1 - Ouverture de portes ou de meubles fermant à clef.

(nombre)

opérations à 9 taux, soit

taux.

2 - Exécution de mesure d'expulsion.

(nombre)

opérations à 15 taux, soit

taux.

En conséquence de quoi, nous arrêtons le montant total des opérations à la somme de :

(nombre de taux)

taux à

 F

(valeur du taux)

soit

 F

(montant total)

LE DIRECTEUR DEPARTEMENTAL  
DE LA SECURITE PUBLIQUE

YACATIONS TUNER WIRELESS

**INSTRUCTION N° 97-007-M0 DU 22 JANVIER 1997**



## ANNEXE N° 4 :

---

143-6

222-28

443-6

543-6

---

T. confl. 25 mars 1996, n° 3000, Préfet de la région Rhône-Alpes, préfet du Rhône et autres c/ Conseil de prud'hommes de Lyon.

MM. Waquet, Rapp. - Martin, Comm. du Gouv.

Considérant que les personnels non statutaires travaillant pour le compte d'un service public à caractère administratif sont des agents contractuels de droit public quel que soit leur emploi ;

Considérant que M. Berkani a travaillé depuis 1971 en qualité d'aide de cuisine au service du CROUS de Lyon-Saint-Etienne ; qu'il s'ensuit que le litige l'opposant à cet organisme, qui gère un service public à caractère administratif, relève de la compétence de la juridiction administrative et que c'est à juste titre que le préfet de la région Rhône-Alpes, préfet du Rhône, a élevé le conflit ;

Décide : L'arrêté de conflit pris le 3 août 1995 par le préfet de la région Rhône-Alpes, préfet du Rhône est confirmé.





## ANNEXE N° 5 :

146

446

**Décret n° 96-1004 du 22 novembre 1996 relatif  
aux vacations horaires des sapeurs-pompiers volontaires**  
NOR : INTE9600296D

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur, du ministre de l'économie et des finances et du ministre délégué au budget, porte-parole du Gouvernement,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n° 96-369 du 3 mai 1996 relative aux services d'incendie et de secours ;

Vu la loi n° 96-370 du 3 mai 1996 relative au développement du volontariat dans les corps de sapeurs-pompiers ;

Vu le décret n° 88-623 du 6 mai 1988 modifié relatif à l'organisation générale des services d'incendie et de secours ;

Le Conseil d'Etat (section de l'intérieur) entendu,

Décrète :

Art. 1<sup>er</sup>. - Ouvre droit à la perception de vacations par les sapeurs-pompiers volontaires la participation de ceux-ci :

1<sup>o</sup> Aux missions dévolues aux services d'incendie et de secours, définies à l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 96-370 du 3 mai 1996 susvisée ;

2<sup>o</sup> Aux actions de formation prévues à l'article 4 de ladite loi ;

3<sup>o</sup> Aux missions du service de santé et de secours médical définies aux articles 40 et suivants du décret du 6 mai 1988 susvisé.

Art. 2. - Le taux de la vacation horaire de base est fixé en fonction des grades de sapeurs-pompiers volontaires par arrêté conjoint du ministre de l'intérieur et du ministre chargé du budget. Les vacations sont versées au sapeur-pompier volontaire par l'établissement public ou la commune dont il relève.

Art. 3. - Les missions à caractère opérationnel donnent lieu à perception de vacations calculées en fonction du temps passé en service. Celui-ci est décompté à partir de l'alerte du sapeur-pompier volontaire jusqu'au moment où il quitte le centre d'incendie et de secours après remise en état du matériel utilisé.

Pour ce type de missions, le taux de la vacation horaire de base est majoré de 50 p. 100 lorsqu'elles sont effectuées les

dimanches et jours fériés, et de 100 p. 100 lorsqu'elles le sont de minuit à sept heures du matin. Ces deux majorations ne sont pas cumulables.

L'autorité territoriale compétente peut, dans la limite d'une demi-heure, augmenter le temps passé en service afin de tenir compte du délai nécessaire au sapeur-pompier volontaire pour son retour sur son lieu de travail.

Art. 4. - La participation aux actions de formation donne lieu à perception de vacations calculées dans les conditions suivantes :

a) Lorsque le sapeur-pompier volontaire a la qualité de stagiaire, la vacation horaire est fixée entre 50 et 75 p. 100 du taux de base, le nombre de vacations par journée de formation étant limité à huit ;

b) Lorsque le sapeur-pompier volontaire intervient en qualité de formateur, le taux de la vacation horaire de base peut être majoré dans la limite de 20 p. 100, le nombre de vacations par journée de formation étant limité à dix.

Art. 5. - Les gardes effectuées au centre opérationnel départemental d'incendie et de secours (C.O.D.I.S.) ou dans un centre de traitement de l'alerte (C.T.A.) donnent lieu à perception de vacations calculées au taux de la vacation horaire de base.

Les gardes effectuées au service d'incendie et de secours donnent lieu à perception de vacations calculées dans les limites de 35 à 75 p. 100 du taux de la vacation horaire de base.

Art. 6. - Les astreintes programmées à domicile peuvent donner lieu à perception de vacations calculées dans la limite de 9 p. 100 du taux de la vacation horaire de base et dans la limite de dix-huit semaines d'astreinte par an.

Art. 7. - L'autorité territoriale dont relève le sapeur-pompier volontaire est compétente :

a) Pour ouvrir le droit à vacation mentionné à l'article 6 ;

b) Pour fixer les taux prévus aux articles 4 et 5 et, le cas échéant, à l'article 6.

Art. 8. - Conformément à l'article 21 de la loi du 3 mai 1996 précitée, les dispositions du présent décret prennent effet au 1<sup>er</sup> janvier 1998.

Art. 9. - Le ministre de l'intérieur, le ministre de l'économie et des finances et le ministre délégué au budget, porte-parole du Gouvernement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 22 novembre 1996.

ALAIN JUPPÉ

Par le Premier ministre :

Le ministre de l'intérieur,

JEAN-LOUIS DEBRÉ

Le ministre de l'économie et des finances,

JEAN ARTHUIS

Le ministre délégué au budget,  
porte-parole du Gouvernement,

ALAIN LAMASSOURE



## ANNEXE N° 6 :

146-3

Sur le moyen unique, pris en ses deux premières branches :

Vu les articles L. 163-1 à L. 163-13-1 du Code des communes, ensemble l'article L. 242-1 du Code de la sécurité sociale ;

Attendu qu'il résulte des premiers de ces textes que les syndicats de communes ont pour organe exécutif le président du bureau du comité et, par délégation, le ou les vice-présidents ; qu'ils sont élus par les conseils municipaux intéressés, conformément aux règles prévues pour l'élection des maires et adjoints ; qu'ils suivent le sort des conseils municipaux quant à la durée de leur mandat ;

Attendu que l'URSSAF, à la suite d'un contrôle, a réintégré dans l'assiette des cotisations sur les salaires une partie des indemnités de fonction perçues par le président et les vice-présidents du syndicat de communes, dit SLAMV ; que la cour d'appel a rejeté le recours de ce syndicat contre cette décision ;

Attendu que, pour statuer ainsi, l'arrêt énonce qu'il ne peut y avoir de comparaison avec les fonctions de maire et de maire-adjoint et que les président et vice-présidents ne mettent pas en œuvre leur propre politique, dont ils rendent compte, mais sont désignés pour exécuter la tâche d'administration incombant au syndicat et qu'ils ne peuvent donc être considérés comme agissant en totale indépendance, mais sont subordonnés aux décisions du « conseil d'administration » ;

Attendu qu'en se déterminant de la sorte, alors que les mandats des président et vice-présidents ne peuvent être révoqués ni par le comité du syndicat, ni par la commune qui les a désignés, en sorte qu'il n'existe aucun lien de subordination entre les président ou vice-présidents et le comité du syndicat intercommunal, et que les indemnités de fonction litigieuses ne peuvent avoir le caractère de salaire, la cour d'appel a violé, par refus d'application, les textes susvisés ;

PAR CES MOTIFS, et sans qu'il y ait lieu de statuer sur les deux autres branches du moyen :

CASSE ET ANNULE, dans toutes ses dispositions, l'arrêt rendu le 8 mars 1994, entre les parties, par la cour d'appel de Grenoble ; remet, en conséquence, la cause et les parties dans l'état où elles se trouvaient avant ledit arrêt et, pour être fait droit, les renvoie devant la cour d'appel de Lyon.

N° 94-15.610.

*Syndicat SLAMV  
contre URSSAF de Grenoble.*

*Président : M. Gélinau-Larrivet. – Rapporteur : M. Gougé. –  
Avocat général : M. Chauvy. – Avocats : la SCP Waquet, Farge  
et Hazan, la SCP Rouvière et Boutet.*



## ANNEXE N° 7 :

222-211

Décret n° 96-945 du 30 octobre 1996 relatif à la composition et au fonctionnement des conseils d'administration des établissements publics de santé et modifiant le code de la santé publique (deuxième partie : Décrets en Conseil d'Etat et troisième partie : Décrets)

NOR : TASH96237730

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre du travail et des affaires sociales et du ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation,

Vu le code de la santé publique, notamment l'article L. 714-2 ;

Vu l'ordonnance n° 96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée, notamment les articles 11 et 13 ;

Vu le titre IV du statut général des fonctionnaires ;

Le Conseil d'Etat (section sociale) entendu,

Décrète :

#### CHAPITRE I<sup>er</sup>

##### Dispositions modifiant le code de la santé publique

Art. 1<sup>er</sup>. - La sous-section II de la section I du chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre VII du code de la santé publique (deuxième partie : Décrets en Conseil d'Etat) est remplacée par les dispositions suivantes :

##### « Sous-section II

##### « Composition et fonctionnement du conseil d'administration

« Art. R. 714-2-1. - Sous réserve des dispositions de l'article R. 714-2-6, les conseils d'administration des centres hospitaliers et des centres hospitaliers régionaux ayant le caractère d'établissements publics de santé communaux sont composés de vingt et un membres, à savoir :

« 1<sup>o</sup> Le maire de la commune, président de droit ; lorsque le maire ne souhaite pas assurer les fonctions de président, il désigne son remplaçant parmi les membres mentionnés aux 2<sup>o</sup>

## ANNEXE N° 7 (suite)

à 5° et au 10° ci-dessous ; cette circonstance ne fait pas obstacle à ce que le maire reste membre du conseil d'administration :

« 2° Trois représentants désignés par le conseil municipal de la commune ; ce chiffre est porté à quatre lorsque le maire, remplacé dans ses fonctions de président dans les conditions indiquées au 1° renonce, par ailleurs, à être membre du conseil d'administration ;

« 3° Deux représentants de deux autres communes de la région, choisies selon les règles fixées au I de l'article R. 714-2-25 ; chacun de ces représentants est désigné par le conseil municipal de la commune intéressée ;

« 4° Un représentant du département dans lequel est située la commune, désigné par le conseil général ;

« 5° Un représentant de la région dans laquelle est située la commune, désigné par le conseil régional ;

« 6° Le président et le vice-président de la commission médicale d'établissement ;

« 7° Deux autres membres de la commission médicale d'établissement ;

« 8° Un membre de la commission du service de soins infirmiers ;

« 9° Trois représentants des personnels titulaires relevant du titre IV du statut général des fonctionnaires ;

« 10° Trois personnalités qualifiées, dont un médecin non hospitalier n'exerçant pas dans l'établissement et un représentant non hospitalier des professions paramédicales ;

« 11° Deux représentants des usagers.

« Art. R. 714-2-2. – Sous réserve des dispositions de l'article R. 714-2-6, les conseils d'administration des centres hospitaliers et des centres hospitaliers régionaux ayant le caractère d'établissements publics de santé intercommunaux sont composés de vingt et un membres, à savoir :

« 1° Six représentants des communes concernées, désignés par leurs conseils municipaux, dont un représentant au moins de la commune siège, aucune commune ne pouvant avoir plus de quatre représentants ;

« 2° Un représentant du département dans lequel l'établissement a son siège, désigné par le conseil général ;

« 3° Un représentant de la région dans laquelle l'établissement a son siège, désigné par le conseil régional ;

« 4° Les treize membres mentionnés aux 6° à 11° de l'article R. 714-2-1.

« Sous réserve des dispositions de l'avant-dernier alinéa de l'article L. 714-2, le président du conseil d'administration est élu par le conseil parmi les représentants des collectivités territoriales ou parmi les personnalités qualifiées.

« Art. R. 714-2-3. – Sous réserve des dispositions des articles R. 714-2-4 et R. 714-2-6, les conseils d'administration des centres hospitaliers et des centres hospitaliers régionaux ayant le caractère d'établissements publics de santé départementaux sont composés de vingt et un membres, à savoir :

« 1° Le président du conseil général, président de droit ; lorsque le président du conseil général ne souhaite pas assurer les fonctions de président du conseil d'administration, il désigne son remplaçant parmi les membres mentionnés aux 2° à 4° ci-dessous et au 10° de l'article R. 714-2-1 ; cette circonstance ne fait pas obstacle à ce que le président du conseil général reste membre du conseil d'administration ;

« 2° Cinq représentants désignés par le conseil général ; ce chiffre est porté à six lorsque le président du conseil général, remplacé dans ses fonctions de président du conseil d'administration dans les conditions indiquées au 1° ci-dessus, renonce par ailleurs à être membre du conseil d'administration ;

« 3° Un représentant de la commune siège de l'établissement, désigné par le conseil municipal ;

« 4° Un représentant de la région dans laquelle l'établissement a son siège, désigné par le conseil régional ;

« 5° Les treize membres mentionnés aux 6° à 11° de l'article R. 714-2-1.

« Art. R. 714-2-4. – Lorsqu'un établissement public de santé départemental est situé dans un département autre que celui auquel il est rattaché, le conseil d'administration est composé de vingt et un membres, à savoir :

« 1° Le président du conseil général du département de rattachement, président de droit ; lorsque le président du conseil général ne souhaite pas assurer les fonctions de président du

conseil d'administration, il désigne son remplaçant parmi les membres mentionnés aux 2° à 5° ci-dessous et au 10° de l'article R. 714-2-1 ; cette circonstance ne fait pas obstacle à ce que le président du conseil général demeure membre du conseil d'administration ;

« 2° Quatre représentants désignés par le conseil général du département de rattachement ; ce chiffre est porté à cinq lorsque le président du conseil général, remplacé dans ses fonctions de président du conseil d'administration dans les conditions définies au 1° ci-dessus, renonce par ailleurs à être membre dudit conseil ;

« 3° Un représentant du département sur le territoire duquel est situé l'établissement, désigné par le conseil général ;

« 4° Un représentant de la commune dans laquelle l'établissement a son siège, désigné par le conseil municipal ;

« 5° Un représentant de la région dans laquelle l'établissement a son siège, désigné par le conseil régional ;

« 6° Les treize membres mentionnés aux 6° à 11° de l'article R. 714-2-1.

« Art. R. 714-2-5. – Les conseils d'administration des centres hospitaliers et des centres hospitaliers régionaux ayant le caractère d'établissements publics de santé interdépartementaux sont composés de vingt et un membres, à savoir :

« 1° Six représentants des départements concernés, désignés par les conseils généraux, aucun département ne pouvant avoir plus de quatre représentants ;

« 2° Un représentant de la commune dans laquelle l'établissement a son siège, désigné par le conseil municipal ;

« 3° Un représentant de la région dans laquelle l'établissement a son siège, désigné par le conseil régional ;

« 4° Les treize membres mentionnés aux 6° à 11° de l'article R. 714-2-1.

« Sous réserve des dispositions de l'avant-dernier alinéa de l'article L. 714-2, le président du conseil d'administration est élu par le conseil parmi les représentants des collectivités territoriales ou parmi les personnalités qualifiées.

« Art. R. 714-2-6. – Les conseils d'administration des centres hospitaliers universitaires sont composés comme suit :

« I. – Lorsque le centre hospitalier universitaire est un établissement communal, le conseil d'administration comprend trente membres, à savoir :

« 1° Le maire de la commune, président de droit ; lorsque le maire de la commune ne souhaite pas assurer les fonctions de président, il désigne son remplaçant parmi les membres mentionnés aux 2° à 5° et au 10° ci-dessous ; cette circonstance ne fait pas obstacle à ce que le maire reste membre du conseil d'administration ;

« 2° Quatre représentants désignés par le conseil municipal de la commune ; ce chiffre est porté à cinq lorsque le maire, remplacé dans ses fonctions de président dans les conditions indiquées au 1° ci-dessus, renonce par ailleurs à être membre du conseil d'administration ;

« 3° Trois représentants de trois autres communes de la région, choisies selon les règles fixées au I de l'article R. 714-2-25 ; chacun de ces représentants est désigné par le conseil municipal de la commune intéressée ;

« 4° Deux représentants du département dans lequel est située la commune, désignés par le conseil général ;

« 5° Deux représentants de la région dans laquelle est située la commune, désignés par le conseil régional ;

« 6° Le président et le vice-président de la commission médicale d'établissement ou, au cas où l'un des deux est en même temps directeur de l'unité de formation et de recherche intéressée ou président du comité de coordination de l'enseignement médical, un membre de la commission médicale d'établissement ;

« 7° Quatre autres membres de la commission médicale d'établissement ;

« 8° Un membre de la commission du service de soins infirmiers ;

« 9° Cinq représentants des personnels titulaires relevant du titre IV du statut général des fonctionnaires ;

« 10° Trois personnalités qualifiées dont un médecin non hospitalier n'exerçant pas dans l'établissement et un représentant non hospitalier des professions paramédicales ;

« 11° Le directeur de l'unité de formation et de recherche médicale intéressée ou, en cas de pluralité d'unités de formation

## ANNEXE N° 7 (suite)

et de recherche intéressées, le président du comité de coordination de l'enseignement médical :

« 12° Deux représentants des usagers.

« II. - Le conseil d'administration du centre hospitalier universitaire de Pointe-à-Pitre - Les Aymes est composé de trente membres, à savoir :

« 1° Le président du conseil général, président de droit ; lorsque le président du conseil général ne souhaite pas assurer les fonctions de président, il désigne son remplaçant parmi les membres mentionnés aux 2° à 4° et au 9° ci-dessous ; cette circonstance ne fait pas obstacle à ce que le président du conseil général reste membre du conseil d'administration ;

« 2° Sept représentants du conseil général ; ce chiffre est porté à huit si le président du conseil général, remplacé dans les conditions indiquées au 1° ci-dessus, renonce par ailleurs à être membre du conseil d'administration ;

« 3° Un représentant de la commune de Pointe-à-Pitre et un représentant de la commune des Aymes, désignés par leurs conseils municipaux respectifs ;

« 4° Deux représentants de la région, désignés par le conseil régional ;

« 5° Le président et le vice-président de la commission médicale d'établissement ou, au cas où l'un des deux est en même temps directeur de l'unité de formation et de recherche intéressée ou président du comité de coordination de l'enseignement médical, un membre de la commission médicale d'établissement ;

« 6° Quatre autres membres de la commission médicale d'établissement ;

« 7° Un membre de la commission du service de soins infirmiers ;

« 8° Cinq représentants des personnels titulaires relevant du titre IV du statut général des fonctionnaires ;

« 9° Trois personnalités qualifiées dont un médecin non hospitalier n'exerçant pas dans l'établissement et un représentant non hospitalier des professions paramédicales ;

« 10° Le directeur de l'unité de formation et de recherche médicale intéressée ou, en cas de pluralité d'unités de formation et de recherche intéressées, le président du comité de coordination de l'enseignement médical ;

« 11° Deux représentants des usagers.

« Art. R. 714-2-7. - I. - Les conseils d'administration des hôpitaux locaux ayant le caractère d'établissements publics de santé communaux sont composés de dix-sept membres, à savoir :

« 1° Le maire de la commune, président ; lorsque le maire ne souhaite pas assurer les fonctions de président, il désigne son remplaçant parmi les membres mentionnés aux 2° à 4° et au 9° ci-dessous ; cette circonstance ne fait pas obstacle à ce que le maire reste membre du conseil d'administration ;

« 2° Deux représentants désignés par le conseil municipal de la commune ; ce chiffre est porté à trois lorsque le maire, remplacé dans ses fonctions de président dans les conditions indiquées au 1° ci-dessus, renonce, par ailleurs, à être membre du conseil d'administration ;

« 3° Deux représentants de deux autres communes du secteur sanitaire, choisies selon les règles fixées au I de l'article R. 714-2-25 ; chacun de ces représentants est désigné par le conseil municipal de la commune intéressée ;

« 4° Un représentant du département dans lequel est située la commune, désigné par le conseil général ;

« 5° Le président et le vice-président de la commission médicale d'établissement ;

« 6° Un autre membre de la commission médicale d'établissement ;

« 7° Un membre de la commission du service de soins infirmiers ;

« 8° Deux représentants des personnels titulaires relevant du titre IV du statut général des fonctionnaires ;

« 9° Trois personnalités qualifiées, dont un médecin non hospitalier n'exerçant pas dans l'établissement et un représentant non hospitalier des professions paramédicales ;

« 10° Deux représentants des usagers.

« II. - Lorsque l'hôpital local est un hôpital intercommunal, le conseil d'administration comprend dix-sept membres, à savoir :

« 1° Cinq représentants des communes concernées désignés par leurs conseils municipaux, dont un représentant au moins de

la commune siège, aucune commune ne pouvant avoir plus de trois représentants ;

« 2° Un représentant du département dans lequel est située la commune, désigné par le conseil général ;

« 3° Le président et le vice-président de la commission médicale d'établissement ;

« 4° Un autre membre de la commission médicale d'établissement ;

« 5° Un membre de la commission du service de soins infirmiers ;

« 6° Deux représentants des personnels titulaires relevant du titre IV du statut général des fonctionnaires ;

« 7° Trois personnalités qualifiées dont un médecin non hospitalier n'exerçant pas dans l'établissement et un représentant non hospitalier des professions paramédicales ;

« 8° Deux représentants des usagers.

« Sous réserve des dispositions de l'avant-dernier alinéa de l'article L. 714-2, le président du conseil d'administration est élu par le conseil parmi les représentants des collectivités territoriales ou parmi les personnalités qualifiées.

« Art. R. 714-2-8. - La liste nominative des membres du conseil d'administration de chaque établissement public de santé est arrêtée par le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation.

« Art. R. 714-2-9. - Les membres des conseils d'administration qui tombent sous le coup des incompatibilités ou incapacités prévues à l'article L. 714-3 sont déclarés démissionnaires d'office par le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation.

« Art. R. 714-2-10. - Le directeur de l'établissement ou, en cas d'empêchement, son représentant assiste avec voix consultative aux séances du conseil d'administration. Il peut se faire assister par les collaborateurs de son choix.

« Art. R. 714-2-11. - Peuvent assister aux séances du conseil d'administration, avec voix consultative, le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation, ou son représentant, ainsi que des collaborateurs de son choix, le médecin inspecteur régional de la santé, ou son représentant, et le ou les médecins inspecteurs départementaux de la santé ou leurs représentants.

« Art. R. 714-2-12. - En cas d'absence du président et de son suppléant, la présidence des séances est assurée par le plus âgé des membres appartenant aux catégories mentionnées aux 1° et 5° de l'article L. 714-2.

« Art. R. 714-2-13. - Lorsque le président du conseil d'administration a été désigné par le maire ou le président du conseil général dans les conditions prévues au huitième alinéa de l'article L. 714-2, son mandat prend fin en même temps que le mandat électif du maire ou du président du conseil général.

« Si le président du conseil d'administration désigné dans les conditions susrappelées cesse d'être membre du conseil d'administration avant la fin du mandat électif du maire ou du président du conseil général qu'il a remplacé, celui-ci désigne le nouveau président, selon les mêmes modalités, pour la durée du mandat restant à courir.

« Art. R. 714-2-14. - Le mandat des membres du conseil d'administration prend fin en même temps que le mandat ou les fonctions au titre desquels les intéressés ont été désignés.

« Le mandat des membres désignés par les assemblées délibérantes des collectivités territoriales prend fin lors de chaque renouvellement de ces assemblées. Toutefois, ces membres continuent à siéger au sein du conseil d'administration jusqu'à la désignation de leurs remplaçants par la nouvelle assemblée.

« Le mandat des membres désignés sur proposition des organisations syndicales les plus représentatives expire lors de chaque renouvellement du comité technique d'établissement. Lorsque les représentants du personnel sont élus, la durée de leur mandat est fixée à trois ans.

« La durée du mandat des membres qui siègent en qualité de personnalités qualifiées et de représentants des usagers ou des familles de personnes accueillies dans des unités de soins de longue durée est fixée à trois ans.

« Art. R. 714-2-15. - Tout membre qui, sans motif légitime, s'abstient pendant six mois consécutifs d'assister aux séances du conseil d'administration est réputé démissionnaire. Cette démission est constatée par le directeur de l'agence régionale de

## ANNEXE N° 7 (suite)

l'hospitalisation. L'intéressé est remplacé dans le délai d'un mois.

« Si un membre cesse ses fonctions avant l'expiration normale de son mandat, il est pourvu, dans le délai d'un mois, à son remplacement dans les mêmes formes. En ce cas, les fonctions du nouveau membre prennent fin à l'époque où auraient cessé celles du membre qu'il a remplacé.

« Art. R. 714-2-16. - Des autorisations spéciales d'absence n'entrant pas en compte dans le calcul des congés annuels sont accordées, dans les conditions prévues au 4° du premier alinéa de l'article 45 du titre IV du statut général des fonctionnaires, aux agents rémunérés des établissements publics de santé membres des conseils d'administration pour leur permettre d'accomplir leur mission au sein de ces conseils.

« Art. R. 714-2-17. - Les fonctions de membre des conseils d'administration sont gratuites.

« Art. R. 714-2-18. - Le nombre minimum des séances du conseil d'administration de chaque établissement public de santé est fixé par le règlement intérieur de l'établissement. Il ne peut être inférieur à quatre séances par an.

« Le conseil d'administration doit être réuni sur la demande écrite soit de la moitié au moins de ses membres soit du directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation.

« Art. R. 714-2-19. - Le conseil d'administration se réunit sur convocation de son président.

« Les modalités de convocation sont fixées par le règlement intérieur de l'établissement. L'ordre du jour est arrêté par le président et adressé, sauf en cas d'urgence, au moins sept jours à l'avance à l'ensemble des membres du conseil d'administration ainsi qu'aux personnes qui y siègent avec voix consultative.

« En cas d'urgence, le délai peut être abrégé par le président sans pouvoir toutefois être inférieur à un jour franc. Le président en rend compte au conseil d'administration, qui se prononce définitivement sur l'urgence et peut décider le renvoi de la discussion, pour tout ou partie, à l'ordre du jour d'une séance ultérieure.

« Le président ne peut refuser de convoquer le conseil d'administration si la demande en a été formulée dans les conditions prévues au deuxième alinéa de l'article R. 714-2-18.

« Dans ce cas, la convocation doit intervenir dans le délai maximum de sept jours et le président est tenu d'inscrire à l'ordre du jour la ou les questions qui ont motivé la demande de séance.

« A défaut de convocation par le président dans les conditions prévues au précédent alinéa, la convocation est effectuée par le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation.

« Art. R. 714-2-20. - Les séances du conseil d'administration ne sont pas publiques. La police de l'assemblée appartient au président qui peut suspendre la séance ou prononcer son renvoi. Dans ce cas, le conseil d'administration doit obligatoirement être convoqué à nouveau dans un délai de quinze jours.

« Art. R. 714-2-21. - Le conseil d'administration ne peut délibérer valablement que lorsque la majorité des membres en exercice assistent à la séance.

« Toutefois, quand, après une convocation régulièrement faite, la majorité requise n'est pas atteinte, la délibération prise après la deuxième convocation, qui doit avoir lieu à trois jours d'intervalle au moins et à huit jours au plus, est valable quel que soit le nombre des membres présents.

« En cas de vote, celui-ci a lieu au scrutin secret si l'un des membres présents en fait la demande.

« En cas de partage égal des voix, il est procédé à un second tour de scrutin. En cas de nouvelle égalité, sauf vote à scrutin secret, la voix du président est prépondérante.

« Le vote par correspondance et le vote par procuration ne sont pas admis.

« Lorsque le conseil d'administration examine des questions individuelles, l'avis est donné hors la présence du membre du conseil dont la situation est examinée ou de toute personne ayant avec l'intéressé un lien de parenté et d'alliance jusqu'au quatrième degré inclus. Les votes ont lieu au scrutin secret.

« Art. R. 714-2-22. - Le secrétariat est assuré à la diligence du directeur de l'établissement.

« Art. R. 714-2-23. - Les délibérations sont conservées dans un registre spécial confié à la garde du directeur de l'établissement. Ce registre est tenu à la disposition des administrateurs,

qui peuvent le consulter sur place. Ils peuvent également obtenir des copies ou extraits des délibérations.

« Les administrateurs reçoivent un compte rendu de séance dans les quinze jours suivant chaque réunion du conseil d'administration.

« Les copies, extraits ou compte rendus des délibérations ne peuvent toutefois être utilisés que sous réserve du respect des prescriptions de l'article 226-13 du code pénal.

« En outre, les administrateurs ainsi que les personnes siégeant avec voix consultative sont tenus à une obligation de discrétion à l'égard des informations présentant un caractère confidentiel et données comme telles par le président.

« Art. R. 714-2-24. - Les membres des conseils d'administration ayant exercé leurs fonctions pendant douze années peuvent, s'ils cessent leurs fonctions à l'expiration de cette période, recevoir l'honorariat, qui leur est conféré par le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation après avis du directeur départemental des affaires sanitaires et sociales.

« Art. R. 714-2-25. - I. - Les communes autres que la commune de rattachement qui ont vocation à être représentées au sein du conseil d'administration d'un établissement public de santé communal sont désignées par le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation en fonction, dans l'ordre décroissant du nombre de leurs résidents respectifs dans la clientèle de l'établissement public de santé concerné ou, en cas d'égalité, de leur importance démographique.

« Le nombre de résidents mentionné à l'alinéa précédent est calculé sur la base du total du nombre d'entrées en hospitalisation complète, du nombre de séances de jour ou de nuit en hospitalisation à temps partiel et du nombre de patients en anesthésie ou en chirurgie ambulatoires et en hospitalisation à domicile, enregistrés par l'établissement public de santé considéré au cours des trois derniers exercices annuels dont les résultats sont connus à la date de chaque renouvellement général des conseils municipaux. Le directeur de l'établissement transmet les informations nécessaires au directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation.

« II. - Les membres des conseils d'administration des établissements publics de santé mentionnés aux articles R. 714-2-1 à R. 714-2-7, qui ne sont ni président ni membres de droit, sont désignés dans les conditions suivantes :

« 1° Les représentants des communes, départements et régions sont élus, en leur sein ou non, par les assemblées délibérantes de ces collectivités.

« A défaut d'accord entre les communes concernées pour la désignation de leurs représentants aux conseils d'administration des établissements intercommunaux mentionnés à l'article R. 714-2-2 et au II de l'article R. 714-2-7, les maires de ces communes se réunissent en un collège qui choisit les représentants desdites communes. De même, à défaut d'accord entre les départements concernés pour la désignation de leurs représentants aux conseils d'administration des établissements interdépartementaux mentionnés à l'article R. 714-2-5, les présidents de ces conseils généraux se réunissent en un collège qui choisit les représentants desdits départements.

« 2° Les représentants de la commission médicale d'établissement et le représentant de la commission du service de soins infirmiers sont élus en leur sein par lesdites commissions, au scrutin uninominal secret et à la majorité absolue. Si cette majorité n'est pas atteinte au premier tour, un deuxième tour est organisé. La majorité relative suffit au second tour. En cas de partage égal des voix, le plus âgé est élu.

« 3° Les représentants des personnels titulaires relevant du titre IV du statut général des fonctionnaires sont désignés par le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation sur proposition des organisations syndicales les plus représentatives dans l'établissement.

« La représentativité des organisations syndicales est appréciée compte tenu du nombre total des voix qu'elles ont recueillies dans chaque établissement à l'occasion des élections au comité technique d'établissement. La répartition des sièges s'opère proportionnellement au nombre de voix recueillies par chaque organisation syndicale avec répartition des restes à la plus forte moyenne. En cas d'égalité des suffrages obtenus, l'ordre d'attribution des sièges entre les différentes organisations est déterminé par voie de tirage au sort.

« Dans le cas où il n'existe pas d'organisation syndicale dans l'établissement, ou lorsqu'il est fait application du dernier alinéa



## ANNEXE N° 7 (suite et fin)

de l'article L. 714-17, les représentants du personnel sont élus au scrutin uninominal à un tour parmi les personnels titulaires par l'ensemble de ces personnels. En cas d'égalité des voix, le siège est attribué au candidat le plus âgé.

« 4° Les personnalités qualifiées sont nommées par le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation après avis du préfet du département dans lequel l'établissement a son siège.

« Parmi ces personnalités :

« a) Le médecin est nommé sur proposition conjointe du conseil départemental de l'ordre des médecins et des syndicats départementaux des médecins les plus représentatifs : en cas de désaccord, le conseil, d'une part, et les syndicats, d'autre part, présentent une liste de trois médecins ; le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation choisit le médecin parmi les six personnes proposées ;

« b) Le représentant des professions paramédicales est choisi parmi les personnes présentées par les organisations professionnelles représentatives au niveau national qui ont en outre une représentation au niveau régional ; il est tenu compte dans ce choix de l'orientation médicale de l'établissement ;

« 5° Les représentants des usagers sont nommés par le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation, après avis du préfet du département dans lequel l'établissement a son siège, parmi les personnes proposées par les organisations qui représentent au niveau régional ou départemental les intérêts des patients, des consommateurs, des familles, des personnes âgées et des personnes handicapées et dont le directeur de l'agence estime que l'objet social correspond le mieux à l'orientation médicale et médico-sociale de l'établissement.

« Art. R. 714-2-26. - L'incompatibilité prévue au 3° du premier alinéa de l'article L. 714-3 n'est pas opposable aux représentants du personnel lorsque l'établissement de santé privé définit audit article et l'établissement public de santé ne sont pas situés dans le même secteur sanitaire.

« Art. R. 714-2-27. - Dans les établissements comportant des unités de soins de longue durée, le représentant des familles de personnes accueillies dans ces unités, qui assiste aux séances du conseil d'administration avec voix consultative, est nommé par le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation, sur une liste de trois personnes proposées par les familles intéressées selon des modalités fixées par le règlement intérieur de l'établissement. »

## CHAPITRE II

## Dispositions diverses et transitoires

Art. 2. - Jusqu'à la date fixée par la convention constitutive de chaque agence régionale de l'hospitalisation pour le transfert des compétences prévu à l'article 11 de l'ordonnance du 24 avril 1996 susvisée et au plus tard jusqu'au 30 juin 1997, les attributions confiées par le présent décret au directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation sont exercées par le préfet du département.

Art. 3. - I. - Dans chaque établissement public de santé :

1° Les membres du conseil d'administration en fonctions à la date de publication du présent décret le demeurent jusqu'à l'intervention de l'arrêté préfectoral fixant la liste nominative des membres du nouveau conseil ;

2° Les membres du conseil d'administration désignés par les organisations syndicales les plus représentatives, dont le mandat est en cours lors de la publication du présent décret, sont reconduits de plein droit, en la même qualité, au sein du nouveau conseil jusqu'au 31 décembre 1996 ; si l'un de ces membres cesse ses fonctions avant cette date, son remplaçant est désigné, pour la durée du mandat restant à courir, sur proposition de l'organisation syndicale qui avait proposé la désignation de ce membre.

II. - Par dérogation aux dispositions du I de l'article R. 714-2-25 du code de la santé publique, la première désignation des communes, autres que celle de rattachement, ayant vocation à être représentées au sein du conseil d'administration d'un établissement public de santé communal est faite en fonction des éléments d'activité de cet établissement au titre des années 1994 et 1995.

Art. 4. - Les articles D. 714-2-1 à D. 714-2-3 du code de la santé publique sont abrogés.

Art. 5. - Le ministre du travail et des affaires sociales, le ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la

décentralisation et le secrétaire d'Etat à la santé et à la sécurité sociale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 30 octobre 1996.

ALAIN JUPPÉ

Par le Premier ministre :

Le ministre du travail et des affaires sociales,

JACQUES BARROT

Le ministre de la fonction publique,

de la réforme de l'Etat et de la décentralisation,

DOMINIQUE PERBEN

Le secrétaire d'Etat à la santé

et à la sécurité sociale,

HERVE GAYMARD



## ANNEXE N° 8 :

222-251

Décret n° 96-641 du 15 juillet 1996 modifiant le décret n° 85-384 du 29 mars 1985 modifié portant statut des praticiens exerçant leur activité à temps partiel dans les établissements d'hospitalisation publics

NOR : TASH9621757D

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre du travail et des affaires sociales,

Vu le code de la santé publique, notamment les articles L. 714-27, L. 714-29 et L. 716-9 ;

Vu le décret n° 85-384 du 29 mars 1985 modifié portant statut des praticiens exerçant leur activité à temps partiel dans les établissements d'hospitalisation publics ;

Vu le décret n° 87-378 du 9 juin 1987 fixant la composition et les règles de fonctionnement de la commission nationale paritaire des praticiens régis par le décret n° 85-384 du 29 mars 1985, siégeant en commission d'insuffisance professionnelle ;

Le Conseil d'Etat (section sociale) entendu,

Décète :

Art. 1<sup>er</sup>. – L'article 18 du décret du 29 mars 1985 susvisé est modifié ainsi qu'il suit :

1<sup>er</sup> Le début du premier alinéa est ainsi rédigé :

« Il est créé une commission paritaire nationale, présidée par un membre du Conseil d'Etat ou son suppléant, en activité ou honoraire, nommé par le ministre chargé de la santé sur proposition du vice-président du Conseil d'Etat... » (Le reste sans changement.)

2<sup>o</sup> Au dernier alinéa, après les mots : « autres que le président » sont ajoutés les mots : « et son suppléant ».

Art. 2. – Le ministre du travail et des affaires sociales et le secrétaire d'Etat à la santé et à la sécurité sociale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 15 juillet 1996.

ALAIN JUPPÉ

Par le Premier ministre :

Le ministre du travail et des affaires sociales,

JACQUES BARROT

Le secrétaire d'Etat à la santé  
et à la sécurité sociale,

HERVÉ GAYMARD



## ANNEXE N° 9 :

222-252

222-26

222-28

*Direction générale de la santé**Direction des hôpitaux**Sous-direction  
de la fonction publique hospitalière**Bureau FH 1***Circulaire DH/FH 1 n° 96-521 du 14 août 1996 relative à la résorption  
de l'emploi précaire dans la fonction publique hospitalière**

NOR : TASH9630422C

(Texte non paru au *Journal officiel*)

Référence : protocole d'accord du 14 mai 1996.

*Le ministre du travail et des affaires sociales à Mesdames et Messieurs  
les directeurs régionaux des affaires sanitaires et sociales (pour  
information) ; Mesdames et Messieurs les directeurs départementaux  
des affaires sanitaires et sociales (pour exécution) ; s/c de Mesdames  
et Messieurs les préfets de région et de département.*

Le 14 mai 1996, le protocole d'accord sur la résorption de l'emploi précaire a été signé entre le ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation et six organisations syndicales représentatives de fonctionnaires.

Le texte de cet accord est joint à la présente circulaire.

Il concerne – comme vous le constaterez – la fonction publique hospitalière au même titre que la fonction publique de l'Etat et la fonction publique territoriale.

J'appelle votre attention sur le fait que certaines de ses dispositions (deuxième partie), destinées à éviter « la reconstitution de l'emploi précaire », sont d'application immédiate et je vous demande, en conséquence, de veiller à ce que les établissements gérant des personnels relevant du titre IV du statut général des fonctionnaires les prennent en compte.

Les mesures prévues pour faciliter la titularisation de certains agents contractuels de catégorie C et B (première partie du protocole) nécessiteront l'intervention de textes législatifs et réglementaires en cours d'élaboration.

Sans attendre ceux-ci – qui préciseront notamment les modalités des concours qui pourront être organisés pendant la durée du plan de résorption et les corps de fonctionnaires accessibles aux agents concernés – il vous sera demandé de procéder à l'information et au dénombrement des bénéficiaires potentiels (avant le 31 décembre 1996).

A cet effet, des instructions complémentaires vous seront prochainement adressées.

## ANNEXE N° 9 (suite)

Il est recommandé aux directions d'établissement d'attendre celles-ci avant de soumettre leur analyse à leur C.T.P. et C.T.E.

Dans l'immédiat, je souligne que seront concernés par le plan les agents contractuels en fonctions ou en congé, au sens du décret du 17 janvier 1986, à la date de signature du protocole, qui ont été employés au minimum pendant une durée égale à quatre ans d'équivalent temps plein au cours des huit dernières années (cette condition d'ancienneté étant examinée à la date d'ouverture des concours) sur des fonctions qui correspondent normalement à celles dévolues aux agents titulaires relevant de statuts nationaux.

En conséquence, les agents qui auraient été amenés à quitter les établissements depuis le 14 mai 1996 – soit de leur fait, soit en raison d'impératifs incontournables de gestion – pourront néanmoins être autorisés à se présenter aux concours spécifiques qui seront ouverts dans votre département pendant la durée du plan de résorption.

Vous voudrez bien diffuser cette circulaire, le plus rapidement possible, auprès de l'ensemble des établissements situés dans votre département.

Pour le ministre et par délégation :

Pour le directeur des hôpitaux empêché :

*Le sous-directeur des personnels  
de la fonction publique hospitalière,*

D. VILCHIEN

## ANNEXE N° 9 (suite)

PROTOCOLE D'ACCORD EN VUE DE LA RÉSORPTION DE L'EMPLOI PRÉCAIRE DANS LA FONCTION PUBLIQUE DE L'ÉTAT, LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE ET LA FONCTION PUBLIQUE HOSPITALIÈRE

Le plan de résorption de l'emploi précaire, arrêté par le Gouvernement, après concertation avec les organisations syndicales de fonctionnaires, se déroulera sur une durée maximale de quatre ans à compter de sa mise en œuvre. Il traitera des trois fonctions publiques, dans le respect de leurs spécificités. Il comporte trois volets :

- le premier est consacré à la résorption proprement dite de l'emploi précaire existant ;
- le deuxième est destiné, sur la base d'une analyse des causes de recours à l'emploi précaire, à éviter que celui-ci ne se reconstitue ;
- le troisième volet est consacré à l'amélioration du régime de protection sociale des agents non titulaires.

Enfin, la situation des agents recrutés par contrats emploi-solidarité (C.E.S.) fait l'objet d'un traitement spécifique, dont les principales mesures sont présentées en fin de ce protocole.

# I. - LA RÉSORPTION DES AGENTS EN SITUATION PRÉCAIRE

## A. - FONCTION PUBLIQUE DE L'ÉTAT

### 1. Le champ

Au sein de la fonction publique de l'Etat, le présent protocole s'applique aux administrations centrales et services déconcentrés et aux établissements d'enseignement public. Il sera transposé aux agents non titulaires de droit public exerçant dans les établissements publics administratifs autres que ceux figurant sur la liste prévue au 2° de l'article 3 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984. La situation des maîtres délégués des établissements d'enseignement privés sous contrat fera l'objet de mesures adaptées après examen avec les partenaires concernés.

Il concerne les agents non titulaires, recrutés à titre temporaire, qui, quels que soient leur dénomination « auxiliaires » ou « vacataires », et le support budgétaire de leur rémunération (à l'exclusion des agents rémunérés sur ressources propres des établissements), assurent des fonctions dévolues aux agents titulaires.

Le plan de résorption vise principalement, compte tenu du dispositif retenu ci-après et des effectifs concernés, deux groupes d'agents :

- d'une part, des agents du niveau de la catégorie C ;
- d'autre part, des personnels enseignants (maîtres auxiliaires et, par analogie, agents enseignant dans les établissements relevant du ministère de l'agriculture) pour lesquels le dispositif de résorption est défini avec précision dans le présent protocole.

## ANNEXE N° 9 (suite)

La situation des autres agents fera l'objet de propositions de mesures adaptées au sein des ministères concernés.

Les agents devront, pour bénéficier du plan sur toute sa durée, avoir été en fonctions ou en congé au sens du décret du 17 janvier 1986, à la date de signature du présent protocole et avoir été employés au minimum pendant une durée égale à quatre ans d'équivalent temps plein au cours des huit dernières années, la condition d'ancienneté étant appréciée au plus tard au moment de l'ouverture des opérations de recrutement.

Dans ce cadre, les ministères procéderont au dénombrement et à l'identification des agents relevant du dispositif de résorption évoqué aux alinéas précédents. Cette analyse sera menée, de manière contradictoire, au sein des comités techniques paritaires et sera transmise au ministre chargé de la fonction publique.

## 2. Les modalités

Le plan de résorption sera organisé en tenant compte des principes suivants :

- les modalités de résorption feront appel à toute forme de concours de recrutement, y compris des concours spécifiques réservés aux agents justifiant des conditions rappelées ci-dessus, la condition d'ancienneté étant appréciée au plus tard à l'ouverture de chacune des opérations de recrutement. Il ne pourra être opposé de limite d'âge ;
- les maîtres auxiliaires des établissements d'enseignement public seront, dans les conditions sus-indiquées, recrutés dans les corps de professeurs certifiés et assimilés, et de professeurs de lycée professionnel du 2<sup>e</sup> grade, lorsqu'ils justifient des diplômes et titres nécessaires, obtenus le cas échéant après avoir bénéficié des dispositions de la loi n° 92-678 du 20 juillet 1992 relative à la validation d'acquis professionnel pour la délivrance de diplômes et portant diverses dispositions relatives à l'éducation nationale. En l'attente d'une solution statutaire, la situation des agents qui enseignent dans une discipline pour laquelle il n'existe pas de diplôme leur permettant l'accès à l'un de ces corps sera traitée dans le cadre de contrats à durée indéterminée ;
- les bénéficiaires de ce plan seront, au moment de leur recrutement, affectés dans les services ou établissements en respectant les modalités applicables aux lauréats des concours ;
- les conditions de reclassement seront les conditions de droit commun des corps d'accueil ;
- les emplois nécessaires à ces recrutements seront les emplois vacants du corps d'accueil et ceux créés, en tant que de besoin, par transformation des supports budgétaires affectés à la prise en charge des agents concernés.

Dans ce cadre, les ministères établiront les modalités techniques du plan de résorption, dans le souci d'assurer l'égalité des chances des candidats, jusqu'au terme du plan (notamment, s'agissant de l'ouverture des concours), en concertation avec les organisations syndicales signataires du présent accord. Les mesures réglementaires traduisant ce plan seront soumises aux instances paritaires compétentes.



## ANNEXE N° 9 (suite)

## B. - FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE

## 1. Le champ

Dans la fonction publique territoriale, le présent protocole s'applique dans les collectivités et établissements visés à l'article 2 de la loi du 26 janvier 1984.

Compte tenu des spécificités de la fonction publique territoriale et, notamment, de l'achèvement récent de la construction statutaire, il comprend les agents non titulaires occupant, dans les conditions rappelées ci-dessous, des fonctions qui, par leur nature, correspondent à celles normalement dévolues aux agents titulaires des cadres d'emplois. Les agents devront être en fonctions ou en congé au sens du décret du 15 février 1988 à la date de signature du présent protocole.

La prise en compte de la diversité des situations d'agents non titulaires conduit, toutefois, à distinguer deux catégories au sein de la population susceptible d'être concernée par le plan de résorption :

- les agents non titulaires recrutés dans les cadres d'emplois qui, caractérisés par une création récente ou par des difficultés rencontrées dans l'organisation des concours, ont contraint les collectivités à faire appel à la contractualisation ;
- les agents non titulaires occupant des emplois pour lesquels l'article 38 de la loi du 26 janvier 1984 (emplois classés en échelle 2) a prévu que les fonctionnaires peuvent être recrutés sans concours.

Les similitudes de situation avec les conditions d'emploi d'agents précaires retenues dans le champ d'application de la fonction publique de l'Etat appellent des réponses de même nature.

## 2. Les modalités

S'agissant des emplois accessibles par concours, sous réserve du respect des mêmes conditions d'ancienneté que celles retenues pour l'Etat, les modalités de résorption feront appel à toute sorte de concours spécifiques de recrutement réservés aux agents justifiant des conditions rappelées ci-dessus.

Les cadres d'emplois concernés sont ceux pour lesquels, depuis la publication des statuts particuliers, aucun concours, ou un seul concours, ayant abouti à l'établissement d'une liste d'aptitude à la date de signature du protocole a été organisé. Cette condition s'apprécie au niveau de l'autorité compétente pour organiser les concours, telle qu'elle est prévue par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

S'agissant des emplois correspondant à l'échelle 2 de rémunération, la nomination des agents intervient directement sur la base des dispositions résultant de l'article 38 de la loi du 26 janvier 1984.

En complément des mesures précitées, le délai de dépôt des demandes de titularisation pourra à nouveau être ouvert par décret, pendant un délai de six mois à compter de la publication de ce décret, à l'intention des catégories d'agents en fonctions lors de la publication de la loi du 26 janvier 1984 qui n'ont pas bénéficié de la possibilité réouverte par le décret du 4 août 1993.

Les collectivités et leurs établissements publics informeront les agents non titulaires concernés.

## ANNEXE N° 9 (suite)

*Cas particulier*

Pour les administrations parisiennes, des solutions homologues à celles retenues pour la fonction publique de l'Etat, ou la fonction publique territoriale, ou la fonction publique hospitalière, selon le statut du corps d'accueil ou du cadre d'emplois de référence prévu pour leur intégration, seront mises en œuvre.

En outre, des dispositions homologues seront prises pour les corps spécifiques des administrations parisiennes.

## C. - FONCTION PUBLIQUE HOSPITALIERE

## 1. Le champ

Dans la fonction publique hospitalière, le présent protocole s'applique dans tous les établissements énumérés par l'article 2 de la loi du 9 janvier 1986. Il concerne les agents jusqu'au niveau de la catégorie B qui assurent des missions permanentes en qualité de contractuel, dès lors qu'ils ont été employés dans les mêmes conditions de durée que les agents retenus au titre de la fonction publique de l'Etat. Ils doivent occuper des fonctions qui, par leur nature, correspondent à celles normalement dévolues aux agents titulaires relevant de statuts nationaux.

Ils doivent en outre être en fonctions ou en congé, au sens du décret du 6 février 1991, à la date de signature du présent protocole.

Les établissements procéderont, avant le 31 décembre 1996, au dénombrement et à l'identification des agents susceptibles de relever du dispositif de résorption. Cette analyse sera soumise à l'avis des comités techniques d'établissement et des comités techniques paritaires. Un cadrage et une aide méthodologique seront apportés aux établissements par une mission d'appui nationale ainsi que par les directions départementales des affaires sanitaires et sociales qui centraliseront les résultats au niveau des départements et effectueront annuellement un bilan de la réalisation du plan.

Les conditions de recours et la situation des agents assurant des remplacements seront examinées dans le cadre d'une négociation ministérielle en 1996.

## 2. Les modalités

Le plan de résorption sera organisé selon les principes suivants :

- les modalités de résorption feront appel à toute forme de concours de recrutement, y compris des concours spécifiques. Ceux-ci seront organisés au niveau de chaque département et réservés aux agents des établissements inclus dans la circonscription et justifiant des conditions rappelées ci-dessus ;
- la condition d'ancienneté sera appréciée, dans les mêmes conditions que la fonction publique de l'Etat, au plus tard à l'ouverture de chacune des opérations de recrutement ;
- à titre exceptionnel, et par dérogation aux dispositions de l'article 31 de la loi du 9 janvier 1986, les concours donneront lieu à l'établissement, dans la limite des postes ouverts au concours, d'une liste d'aptitude

## ANNEXE N° 9 (suite)

classant les candidats déclarés aptes par le jury par ordre alphabétique ; cette liste d'aptitude sera valable un an ; les agents inscrits sur cette liste sont recrutés par des établissements qui auront offert un poste au concours ouvert dans le département et titularisés à la date de ce recrutement ;

- les emplois nécessaires seront prioritairement les emplois vacants du corps d'accueil des établissements du département et ceux créés, en tant que de besoin, par transformation des supports budgétaires affectés à la prise en charge des agents concernés.

## D. - MESURES DE NATURE LÉGISLATIVE

Le Gouvernement déposera un projet de loi destiné à couvrir certaines des modalités de résorption indiquées ci-dessus. Les dispositions réglementaires devront, pour leur part, intervenir en vue d'être applicables aux opérations de recrutement qui seront lancées dès 1997.

II. - LES DISPOSITIONS DESTINÉES À ÉVITER  
LA RECONSTITUTION DE L'EMPLOI PRÉCAIRE

## 1. Le principe

L'objectif poursuivi est à la fois de résorber l'emploi précaire - objet du présent accord - et d'éviter sa reconstitution en faisant en sorte que le recours à un personnel non titulaire ne puisse intervenir que dans les cas expressément prévus par la loi. L'action ainsi mise en œuvre doit notamment mettre fin aux formes d'emploi non statutaire qui ne reposent pas sur une base législative ou réglementaire et qui se sont développées ces dix dernières années.

## 2. Les modalités

Pour éviter des dérives dans la gestion de l'emploi public, les dispositions suivantes devront, à l'avenir, être respectées :

- les conditions de recrutement normal des titulaires seront améliorées, notamment par une gestion prévisionnelle des effectifs, des métiers et des emplois et par l'adaptation corollaire des statuts particuliers des corps ou cadres d'emplois. S'agissant de la fonction publique de l'Etat et de la fonction publique hospitalière, il sera fait une pleine application du dispositif permettant l'établissement de listes complémentaires. En outre, aussi souvent que possible, pour lesdits recrutements, seront mis en place des concours déconcentrés ;
- les comités techniques paritaires ainsi que les comités techniques d'établissement pour la fonction publique hospitalière seront obligatoirement informés des conditions dans lesquelles il a été recouru à des agents non titulaires ;
- dans chaque administration, une analyse des causes du recours à des agents non titulaires dans la période passée, et des mesures prises pour le limiter, sera entreprise ; cette analyse conduira à une limitation du

## ANNEXE N° 9 (suite)

recours à des contrats à durée déterminée continuellement prorogés ; les emplois d'agents non titulaires ou les crédits de rémunération qui excèdent les besoins de remplacement seront supprimés au fur et à mesure de la mise en œuvre du plan de résorption ;

- des instructions seront données aux comptables publics en vue d'un contrôle renforcé de l'engagement de personnels non titulaires.

S'agissant de la fonction publique territoriale :

- des mesures seront prises pour renforcer le contrôle de légalité afin, notamment, de consolider le bon usage des dispositions introduites par la loi du 27 décembre 1994, notamment en matière de création d'emplois en application des trois derniers alinéas de l'article 3 de la loi du 26 janvier 1984 et compte tenu des possibilités de recrutement de titulaires élargies pour la catégorie C ;
- les conditions d'exercice du contrôle de légalité seront améliorées par la modernisation des supports d'information établis par l'administration centrale et le développement de formations adaptées ;
- des adaptations statutaires seront opérées afin, notamment, d'aboutir à la création de cadres d'emplois pour les métiers de l'animation (de niveaux C et B) ;
- il sera veillé à ce que le rôle des centres de gestion leur permettant d'assurer le remplacement de fonctionnaires, en vue de répondre aux cas prévus à l'article 3 de la loi du 26 janvier 1984, soit mieux pris en compte.

Les conseils supérieurs de la fonction publique de l'Etat, sur la base des avis rendus par les comités techniques paritaires ministériels, de la fonction publique territoriale, de la fonction publique hospitalière, ainsi que le conseil supérieur des administrations parisiennes, connaîtront des conditions d'emploi des agents non titulaires.

Les conditions d'emploi des agents non titulaires feront l'objet chaque année d'un chapitre dans le rapport annuel sur la fonction publique de l'Etat.

### III. - L'AMÉLIORATION DU RÉGIME DE PROTECTION SOCIALE DES AGENTS NON TITULAIRES

Les agents non titulaires feront l'objet de dispositions destinées à garantir leurs droits sociaux. Les mesures suivantes seront mises en œuvre.

#### 1. L'exigence d'un engagement écrit

Tout recrutement d'agent non titulaire dans les fonctions publiques de l'Etat, territoriale et hospitalière, donne lieu de manière systématique à l'établissement d'un contrat ou d'un engagement écrit, selon les cas, dans le respect des dispositions législatives et réglementaires applicables aux agents non titulaires de chacun des trois fonctions publiques. Ce contrat devra être conclu dans un délai maximal de quinze jours. Il précisera les conditions de rémunération et, le cas échéant, d'évolution de celle-ci ainsi que la durée et la quotité de travail. L'administration procédera à l'élaboration de

## ANNEXE N° 9 (suite)

contrats-types, qui comporteront obligatoirement les éléments suivants : identité des parties, références législatives et réglementaires, durée de l'engagement et conditions de son renouvellement éventuel, fonctions exercées et rémunération.

Les conditions de recrutement et d'emploi de certaines catégories d'agents, notamment des « agents vacataires et contractuels à temps non complet ou partiel », employés dans la limite de 120 heures, seront mises à jour et clarifiées, dans le cadre des dispositions générales applicables aux agents non titulaires.

## 2. Les garanties sociales et institutionnelles

Les droits sociaux des agents non titulaires seront renforcés, notamment en ce qui concerne l'indemnité de licenciement pour inaptitude physique.

Il en sera de même en matière d'accès aux avantages sociaux (action sociale, restaurants administratifs), dans le cadre des dispositions générales relatives à l'action sociale dans la fonction publique.

Les commissions consultatives paritaires compétentes à l'égard des agents contractuels seront généralisées.

## 3. L'indemnisation du chômage

Les conditions de l'application de l'indemnisation du chômage seront améliorées, notamment en ce qui concerne la fonction publique de l'Etat et ses établissements publics administratifs. A cet effet, une étude sera menée avec l'U.N.E.D.I.C., d'ici au 31 décembre 1996.

Les principes directeurs des mesures sociales en faveur des agents non titulaires, principes décrits ci-dessus, feront l'objet d'une étude complémentaire qui déterminera notamment le détail des dispositifs à mettre en œuvre et la nature des textes réglementaires ou législatifs nécessaires.

Il en sera rendu compte aux signataires.

## IV. - LES CONTRATS EMPLOI-SOLIDARITÉ

Les agents sous contrat emploi-solidarité bénéficieront d'une formation, notamment à la préparation aux concours d'accès à la fonction publique. Les crédits nécessaires pourront être, dans le secteur hospitalier, abondés par des crédits mutualisés de formation continue. Les établissements employeurs veilleront à leur donner, comme il résulte de l'objet même de tels contrats, de réelles possibilités d'insertion professionnelle, en particulier dans les entreprises ou organismes qui sont leurs partenaires. Dans cette perspective le « tutorat » sera systématisé.

Des instructions seront adressées à cette fin aux préfets et aux trésoriers-payeurs généraux.

Les obligations afférentes à ces recrutements (tutorat, formation et insertion) seront rappelées à tous les employeurs.

Toutes les instances paritaires et assimilées concernées seront systématiquement informées des conditions de recours à des agents sous contrat emploi-solidarité. En aucun cas ceux-ci ne pourront occuper des emplois correspondant à des besoins permanents.

## ANNEXE N° 9 (suite)

## V. - SUIVI DU PROTOCOLE

Le suivi des opérations de résorption sera assuré chaque année d'application du protocole avec les organisations syndicales signataires. Un bilan sera établi en fin de plan.

Ont signé le présent accord-cadre :

*Avec le ministre de la fonction publique,  
de la réforme de l'Etat et de la décentralisation,*  
D. PERBEN

*Pour l'Union des fédérations  
de fonctionnaires (U.N.S.A.),*  
G. LE NÉOUANNIC

*Pour l'Union des fédérations C.F.D.T.  
des fonctions publiques et assimilés,*  
P. RENAUD

*Pour l'Union interfédérale  
des agents de la fonction publique F.O.,*  
R. GAILLARD

*Pour la Fédération syndicale unitaire (F.S.U.),*  
M. DESCHAMPS

*Pour Interfon-C.F.T.C.,*  
N. PRUD'HOMME

*Pour l'Union fédérale des cadres  
des fonctions publiques C.F.E.-C.G.C.,*  
C. BONISSOL

## ANNEXE N° 9 (suite)

**Arrêté du 28 août 1996 relatif à l'agrément de certains accords de travail applicables dans les établissements sanitaires et sociaux à but non lucratif**

NOR : TASH9623323A

(Journal officiel du 13 septembre 1996)

Le ministre du travail et des affaires sociales,

Vu l'article 16 de la loi n° 75-537 du 30 juin 1975 ;

Vu le décret n° 77-1113 du 30 septembre 1977, modifié par les décrets n° 82-1040 du 7 décembre 1982 et n° 88-248 du 14 mars 1988 relatifs à l'agrément des conventions collectives et accords de retraite applicables aux salariés des établissements et services à caractère social ou sanitaire à but non lucratif ;

Vu l'avis de la Commission nationale d'agrément prévue à l'article 2 du décret n° 77-1113 du 30 septembre 1977 modifié,

Arrête :

Art. 1<sup>er</sup>. - Sont agréés :

1. Hôpital Saint-Jean-de-Dieu, à Léhon-Dinan :

- protocole d'accord du 14 février 1996 relatif aux conditions d'exercice du droit syndical ;

2. Hôpital de L'Isle-Adam - Parmain :

- accord n° 96-01 (décompte des congés annuels en jours ouvrés) ;
- avenant n° 96-02 (heures complémentaires des personnels exerçant à temps partiel) ;
- avenant n° 96-03 (prime d'assiduité et de ponctualité) ;
- avenant n° 96-04 (congés annuels [nature du premier congé, fractionnement]) ;

3. Mutuelle générale de l'éducation nationale (M.G.E.N.) :

- protocole d'accord du 6 mai 1996 portant revalorisation du groupe 106 ;
- protocole d'accord du 6 mai 1996 portant revalorisation du quota d'accès à la classe supérieure des personnels infirmiers, médico-techniques et de rééducation ;
- protocole d'accord du 6 mai 1996 portant révision de la situation des secrétaires médicales diplômées ;
- protocole d'accord du 6 mai 1996 portant revalorisation de la rémunération des personnels administratifs des groupes 130, 131, 132.

Art. 2. - N'est pas agréée :

Société d'hygiène mentale d'Aquitaine (S.H.M.A.) :

- protocole d'accord du 2 mai 1996 (modification des statuts introduisant un temps de réflexion clinique, d'étude et de préparation thérapeutiques et deux jours de repos).

ANNEXE N° 9 (suite et fin)

Art. 3. – Le directeur des hôpitaux est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 28 août 1996.

Pour le ministre et par délégation :  
Par empêchement du directeur des hôpitaux :

*Le chef de service,*

J. LENAIN

*Nota.* – Le texte de ces accords sera publié au *Bulletin officiel* du ministère n° 96-40, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris, au prix de 32,40 F.



## ANNEXE N° 10 :

222-252

222-26

222-28

Direction des hôpitaux  
Bureau FH 1

Direction de l'action sociale  
Bureau TS 3

Circulaire DH/FH1/DAS/TS3 n° 96/257 du 16 avril 1996 relative aux conditions d'emploi des personnels de la fonction publique hospitalière dans certaines situations particulières

NOR : TASH9630158C

(Texte non paru au Journal officiel)

Références :

Loi n° 75-735 du 30 juin 1975 relative aux institutions sociales et médico-sociales ;

Loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière ;

Loi n° 91-748 du 31 juillet 1991 modifiée portant réforme hospitalière ;

Décret n° 88-976 du 13 octobre 1988 modifié relatif à certaines positions des fonctionnaires hospitaliers ;

Circulaire DH/FH3/DAS/TS3 n° 95-07 du 13 septembre 1995.

*Le ministre du travail et des affaires sociales à Messieurs les préfets de région (directions régionales des affaires sanitaires et sociales (pour information)) ; Mesdames et Messieurs les préfets de département (directions départementales des affaires sanitaires et sociales (pour attribution)).*

Mon attention a été appelée à de multiples reprises sur la situation d'agents titulaires de la fonction publique hospitalière qui, à l'issue d'un détachement ou d'une disponibilité accordés sans réserve par l'autorité investie du pouvoir de nomination sur la base du décret n° 88-976 du 13 octobre 1988 relatif à certaines positions des fonctionnaires hospitaliers, sont dans l'impossibilité de réintégrer leur établissement d'origine et se trouvent placés de ce fait en position de disponibilité d'office. Il en est de même des agents privés d'emploi par suite de la suppression de leur poste.

Le motif invoqué par les directeurs d'établissement est l'absence de poste vacant dans l'emploi concerné.

Ces situations ayant donné lieu à de multiples contentieux, je crois utile d'attirer l'attention des responsables d'établissement sur les conséquences résultant de ces pratiques et de rappeler la législation en vigueur en la matière.

## ANNEXE N° 10 (suite)

## I. - CONSÉQUENCES RÉSULTANT DU REFUS DE RÉINTÉGRATION D'UN AGENT À L'ISSUE D'UNE PÉRIODE DE DISPONIBILITÉ OU DE DÉTACHEMENT, OU DE RECRUTEMENT D'UN AGENT PRIVÉ D'EMPLOI PAR SUITE DE SUPPRESSION DE POSTE

Ainsi que je l'ai indiqué par circulaire DH/FH3/DAS/TS3 n° 95-07 du 13 septembre 1995, en vertu de l'arrêt du 10 juin 1992 « Bureau d'aide sociale de Paris c/Mlle Huet » du Conseil d'Etat, un agent placé en disponibilité d'office du fait d'une non-réintégration faute de poste vacant est considéré comme involontairement privé d'emploi et a droit, s'il remplit les conditions requises en la matière, au versement d'allocations pour perte d'emploi.

Cette disposition – qui concerne tous les cas de non-réintégration à l'issue d'une période de disponibilité ou de détachement – s'applique y compris lorsque l'agent a refusé deux propositions de poste, ainsi que l'a estimé le tribunal administratif de Strasbourg dans sa décision du 3 octobre 1995 (Mme Gabrielle Brunner c/centre hospitalier de Boulay).

En effet, le juge a annulé une décision du directeur refusant à l'intéressée qui n'avait pu être réintégrée à l'issue d'un détachement le bénéfice de l'allocation pour perte d'emploi au motif que « il résulte des dispositions combinées [des articles 55 et 56 de la loi du 9 janvier 1986 et des articles L. 351-1 et L. 351-12 du code du travail] qu'un agent hospitalier titulaire et placé en position de disponibilité d'office à l'expiration de son détachement tire de l'ensemble des dispositions sus-rappelées un droit aux allocations de chômage du fait de cette mise en disponibilité, et ne peut être regardé comme n'étant plus involontairement privé d'emploi au sens de l'article L. 351-1 du code du travail que s'il a refusé successivement les trois offres d'emploi que l'autorité administrative est tenue de lui faire en application de l'article précité de la loi du 9 janvier 1986 ; qu'à défaut de ces trois propositions de poste, le refus du fonctionnaire, opposé à l'une des deux premières qui lui seraient faites, et quels qu'en soient les motifs, n'a pas pour effet de lui faire perdre le bénéfice de l'allocation-chômage.

Pour ce qui est de l'employeur auquel incombe le versement de ces allocations, il s'agit, en vertu de ce même arrêt Brunner, de l'établissement qui a prononcé la mise en disponibilité d'office et dont continue de relever l'agent.

J'attire votre attention sur le fait que la disponibilité d'office se poursuit aussi longtemps que l'établissement n'a pas rempli ses obligations vis-à-vis de l'agent en matière de réintégration, et que cette position est distincte de toute autre forme de disponibilité prononcée à la demande de l'agent. La durée de cette disponibilité d'office ne peut donc pas être imputée sur les droits à disponibilité ouverte aux agents de la fonction publique hospitalière par le décret du 13 octobre 1988, et l'agent n'est évidemment pas tenu d'en demander le renouvellement pour rester dans cette position.

Compte tenu des conséquences financières très lourdes qui en découlent pour les établissements il appartient aux gestionnaires d'éviter autant que faire se peut de se placer dans l'obligation de procéder au versement d'allocations pour perte d'emploi.

C'est pourquoi ils devront d'une part développer une gestion prévisionnelle des emplois leur permettant de faire face aux demandes de réintégration d'agents en disponibilité ou en détachement, d'autre part veiller à une stricte application de la législation en vigueur et que je rappellerai ci-après.

## ANNEXE N° 10 (suite)

II. - LÉGISLATION APPLICABLE AUX FONCTIONNAIRES  
HOSPITALIERS

Le chapitre III de la loi du 9 janvier 1986 fixe les différentes modalités de recrutement des agents de la fonction publique hospitalière.

L'article 29 pose le principe général de recrutement par voie de concours, l'article 32 définit limitativement les cas dans lesquels il peut y être dérogé, l'article 36 précise que « L'autorité investie du pouvoir de nomination est tenue d'assurer la publicité des emplois vacants ou dont la vacance a été prévue et d'en informer l'autorité administrative compétente de l'Etat. Elle peut pourvoir les emplois vacants soit par procédure de changement d'établissement définie au « d » de l'article 32 soit par détachement de fonctionnaires titulaires ».

Par ailleurs, l'article L. 74-1 du code de la santé publique (*Loi n° 91-748 du 31 juillet 1991, art. 8*) dispose que « Les établissements publics de santé sont des personnes morales de droit public dotées de l'autonomie administrative et financière », et l'article L. 714-2 stipule que « [le directeur] assure la gestion et la conduite générale de l'établissement, et [...] exerce son autorité sur l'ensemble du personnel ».

Ainsi, conformément à l'article 4 de la loi du 9 janvier 1986 qui précise que « les corps et emplois sont recrutés et gérés dans le cadre de chaque établissement », c'est le directeur, autorité investie du pouvoir de nomination, qui affecte les agents sur les postes à pourvoir déclarés vacants.

Si, en règle générale, l'ensemble de ce dispositif ne pose pas de problèmes d'application, il n'en est pas de même dans les cas particuliers d'agents en fin de détachement ou dont l'emploi est supprimé et, à un degré moindre, pour les agents en retour de disponibilité.

En effet, même si les articles 55, 1<sup>er</sup> alinéa, 56, 3<sup>e</sup> alinéa et 93, 1<sup>er</sup> alinéa de la loi du 9 janvier 1986 prévoient respectivement que :

- à l'expiration de son détachement, et nonobstant les dispositions des articles 36 et 38, le fonctionnaire est réaffecté dans l'emploi qu'il occupait avant son détachement ou dans un autre emploi relevant du même établissement, que son grade lui donne vocation à occuper ».
- lorsque le détachement a eu lieu pour exercer une mission publique à l'étranger dans le cadre des dispositions de la loi n° 72-659 du 13 juillet 1972 précitée, le fonctionnaire est pris en charge, au besoin en surnombre, par l'établissement concerné. Sous réserve de l'application du premier alinéa de l'article 55 et de l'article 93, le surnombre est résorbé à la première vacance » ;
- lorsque l'établissement ne peut offrir au fonctionnaire dont l'emploi est supprimé un autre emploi correspondant à son grade et si l'intéressé ne peut pas prétendre à une pension de retraite à jouissance immédiate et à taux plein, le fonctionnaire bénéficie, nonobstant les dispositions des articles 36 et 38, d'une priorité de recrutement sur tout emploi correspondant à son grade et vacant dans l'un des établissements mentionnés à l'article 2, sous réserve des dispositions du premier alinéa de l'article 55 » ,

les mêmes articles 56 et 93 prévoient en leur 2<sup>e</sup> alinéa que « L'autorité administrative compétente de l'Etat propose au fonctionnaire [qui ne peut être réintégré faute de poste vacant], dans un délai et selon un ordre de priorité géographique fixés par décret en Conseil d'Etat trois emplois vacants corres-

## ANNEXE N° 10 (suite)

pondant à son grade. Lorsque l'intéressé a accepté l'un des emplois qui lui ont été proposés, l'autorité investie du pouvoir de nomination de l'établissement concerné est tenue de procéder à son recrutement à la demande de l'autorité administrative de l'Etat ».

L'application de ces mesures se heurte toutefois à la pratique des directeurs qui les considèrent en contradiction avec les dispositions de la loi du 31 juillet 1991 qui pose le principe de l'autonomie des établissements hospitaliers et définit les pouvoirs des directeurs.

Ainsi, alors que tout agent placé dans cette position dispose théoriquement d'une possibilité d'être rapidement réintégré en fin de détachement ou de disponibilité, ou affecté dans un autre établissement en cas de suppression d'emploi, les directeurs usent de la possibilité qui leur est offerte de placer ces agents en disponibilité d'office pour différer leur réintégration et opposent à l'intervention possible de « l'autorité administrative compétente de l'Etat » (en pratique la direction départementale des affaires sanitaires et sociales) le principe de l'autonomie de leur établissement.

En premier lieu, je rappelle le principe juridique classique selon lequel la loi particulière, en l'occurrence les dispositions de la loi du 9 janvier 1986 prévoyant la réintégration d'un agent à la demande expresse de l'autorité compétente de l'Etat, prévaut sur la loi générale ici invoquée par les directeurs d'établissement, à savoir le principe d'autonomie établi par la loi du 31 juillet 1991.

En second lieu, j'insiste sur les conséquences sociales et familiales souvent dramatiques qui en résultent pour l'agent en cause alors que rien, ni dans son comportement professionnel ni dans les appréciations et les notes qu'il avait eues jusqu'alors, ne justifie que l'on préfère procéder à un nouveau recrutement plutôt que de le réintégrer dans son établissement d'origine ou dans un autre établissement.

En outre, il arrive que des établissements favorisent le départ en disponibilité ou en détachement d'un agent pour résoudre une situation conflictuelle. De ce fait, l'absence de poste vacant invoquée lors de la demande de réintégration constitue pour l'établissement un moyen d'écarter du service l'agent concerné, tout en espérant que l'autorité de tutelle pourra imposer l'intéressé à un autre établissement, ce qui n'est en aucun cas l'objet de la réglementation susvisée.

C'est pourquoi je vous demande de veiller attentivement à ce que toutes dispositions soient prises pour qu'il soit mis fin à ces situations où des agents ayant vocation à être réintégrés se retrouvent sans fondement, privés d'emploi pendant de longs mois voire définitivement, alors que d'autres voies de recrutement sont utilisées dans le même temps.

Je vous rappelle à cet effet les deux arrêts du Conseil d'Etat du 24 janvier 1990 et du 19 février 1993 (centre hospitalier général de Montmorency c/Mme Lavignotte) selon lesquels :

- la décision d'un directeur de refuser à un agent en disponibilité depuis moins de trois ans la réintégration qu'il a demandée dans les délais réglementaires (au moins deux mois avant l'expiration de la période en cours) alors que celle-ci est de droit à la première vacance, et de le maintenir en disponibilité est entachée d'excès de pouvoir dès lors qu'il existe un poste non occupé par un agent titulaire ou stagiaire correspondant à son emploi au moment où la demande de réintégration est adressée à l'établissement ;

## ANNEXE N° 10 (suite et fin)

- la décision d'un directeur ayant pour objet et pour effet de combler ladite vacance de poste (notamment par l'ouverture d'un concours de recrutement et la nomination d'un agent stagiaire) dans l'intervalle compris entre la réception d'une demande de réintégration (cf. alinéa précédent) et l'expiration de la période de disponibilité de l'agent qui formule cette demande fait obstacle à l'exercice de ce droit et doit être tenue pour illégale.

Les nécessités de service qui pourraient être évoquées pour justifier un tel recrutement devraient tout au plus conduire à recruter un agent contractuel jusqu'à la date de réintégration de l'agent titulaire.

Il vous appartient, le cas échéant, d'user du pouvoir dont dispose l'autorité compétente de l'Etat d'imposer à un établissement la reprise d'un tel agent.

J'ajoute qu'indépendamment de ces situations liées à des fins de détachement ou de disponibilité ou à des suppressions de postes, mon attention est de plus en plus fréquemment appelée sur la situation d'agents à la recherche d'une mobilité, notamment pour rapprochement de conjoint.

Ces agents se heurtent dans les mêmes conditions que ci-dessus à l'impossibilité d'être recrutés en qualité d'agents titulaires, sans pouvoir prétendre par ailleurs au versement d'allocation pour perte d'emploi dans la mesure où ils n'ont pas demandé à être réintégrés dans leur établissement d'origine.

Cette situation me conduit à rappeler fermement les dispositions de l'article 38 de la loi du 9 janvier 1986 qui stipule que « dans la mesure compatible avec les nécessités de service, l'autorité investie du pouvoir de nomination fait bénéficier par priorité du changement d'établissement, du détachement ou, le cas échéant, de la mise à disposition, les fonctionnaires séparés de leur conjoint pour des raisons professionnelles et les fonctionnaires reconnus travailleurs handicapés par la commission prévue à l'article L. 323-11 du code du travail ».

Les établissements ne doivent en aucun cas procéder à des recrutements soit par concours soit par voie contractuelle sans avoir préalablement étudié les possibilités de donner droit à des demandes de changement d'établissements justifiées, comme dans le cas d'un rapprochement de conjoints, par des considérations indépendantes de la volonté des agents.

De même sont à proscrire les pratiques consistant à recruter en qualité d'agent contractuel un agent titulaire sollicitant un changement d'établissement pour se rapprocher de son conjoint, pratiques qui sont en contradiction totale avec les garanties en matière de déroulement de carrière posées par la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droit et obligations des fonctionnaires.

Vous voudrez bien communiquer le contenu de la présente circulaire aux établissements de votre département visés à l'article 2 de la loi du 9 janvier 1986, et me faire connaître, sous le présent timbre, les difficultés éventuelles auxquelles vous seriez confrontés pour sa mise en œuvre.

Pour le ministre et par délégation :

*Le directeur des hôpitaux,*

C. BAZY-MALAUURIE

Pour le ministre et par délégation :

*Le directeur de l'action sociale,*

P. GAUTHIER



## ANNEXE N° 11 :

222-28

Décret n° 96-881 du 2 octobre 1996 modifiant le décret n° 91-129 du 31 janvier 1991 modifié portant statut particulier des psychologues de la fonction publique hospitalière

NOR : TASH9622892D

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre du travail et des affaires sociales, du ministre de l'économie et des finances et du ministre délégué au budget, porte-parole du Gouvernement,

Vu le code de la santé publique ;

Vu la loi n° 75-535 du 30 juin 1975 modifiée relative aux institutions sociales et médico-sociales ;

Vu la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière ;

Vu le décret n° 65-773 du 9 septembre 1965 modifié relatif au régime de retraite des fonctionnaires affiliés à la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales, notamment son article 16 *ter* ;

Vu le décret n° 91-129 du 31 janvier 1991 modifié portant statut particulier des psychologues de la fonction publique hospitalière ;

Vu l'avis du Conseil supérieur de la fonction publique hospitalière en date du 3 mai 1996 ;

Le Conseil d'Etat (section sociale) entendu,

Décète :

Art. 1<sup>er</sup>. - L'article 4 du décret du 31 janvier 1991 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 4. - Le corps des psychologues de la fonction publique hospitalière comporte le grade de psychologue de classe normale, qui comprend onze échelons, et le grade de psychologue hors classe, qui comprend sept échelons. »

Art. 2. - L'article 7 du même décret est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 7. - Dans la hors-classe, l'ancienneté moyenne donnant accès à l'échelon supérieur est de 2 ans 6 mois dans les quatre premiers échelons et de 3 ans dans les cinquième et sixième échelons. »

Art. 3. - L'article 8 du même décret est ainsi modifié :

1° Le premier alinéa constitue le paragraphe I ;

2° Les trois alinéas suivants constituent le paragraphe II ;

3° Il est ajouté un III ainsi rédigé :

« III. - Lorsque les dispositions de l'article 10 du présent décret ne leur sont pas applicables, les agents non titulaires de l'Etat, des collectivités territoriales et des établissements publics qui en dépendent sont titularisés dans le grade de psychologue de classe normale à un échelon déterminé en prenant en compte, sur la base de la durée fixée à l'article 5 pour chaque avancement d'échelon, une fraction de l'ancienneté de service qu'ils ont acquise à la date de leur nomination comme stagiaire dans les conditions suivantes :

« a) Les services accomplis dans un emploi du niveau de la catégorie A sont retenus à raison de la moitié jusqu'à douze ans et des trois quarts au-delà de douze ans ;

« b) Les services accomplis dans un emploi du niveau de la catégorie B ne sont pas retenus en ce qui concerne les sept premières années ; ils sont pris en compte à raison des six seizièmes pour la fraction comprise entre sept ans et seize ans et à raison des neuf seizièmes pour l'ancienneté acquise au-delà de seize ans ;

« c) Les services accomplis dans un emploi du niveau des catégories C et D sont retenus à raison des six seizièmes pour l'ancienneté acquise au-delà de dix ans.

« Les agents non titulaires qui ont occupé antérieurement des emplois d'un niveau inférieur à celui qu'ils occupent au moment de leur nomination peuvent demander à bénéficier des effets les plus favorables résultant :

« - soit du cumul des dispositions des a, b et c ci-dessus ;

« - soit de l'application à la totalité de leur ancienneté de service des règles de calcul fixées au présent III pour les emplois du niveau le moins élevé qu'ils ont occupés au cours de leur carrière.

« L'application des dispositions qui précèdent ne peut avoir pour conséquence de conférer aux intéressés une situation plus favorable que celle qui résulterait de leur classement à un échelon comportant un traitement égal ou à défaut immédiatement supérieur à celui perçu dans l'ancien emploi avec conservation de l'ancienneté d'échelon dans les conditions définies aux deuxième et troisième alinéas du II ci-dessus. »

Art. 4. - Il est inséré, dans le même décret, après l'article 15, un article 15-1 ainsi rédigé :

« Art. 15-1. - A compter du 1<sup>er</sup> août 1996, les psychologues hors classe sont reclassés dans le corps des psychologues de la fonction publique hospitalière suivant le tableau de correspondance ci-dessous :

SITUATION ancienne	SITUATION nouvelle	ANCIENNETÉ CONSERVÉE dans la limite de la durée de l'échelon
5 <sup>e</sup> échelon	5 <sup>e</sup> échelon	Ancienneté acquise.
5 <sup>e</sup> échelon	5 <sup>e</sup> échelon	3/4 de l'ancienneté acquise.
4 <sup>e</sup> échelon	4 <sup>e</sup> échelon	Ancienneté acquise.
3 <sup>e</sup> échelon	3 <sup>e</sup> échelon	Ancienneté acquise.
2 <sup>e</sup> échelon	2 <sup>e</sup> échelon	Ancienneté acquise.
1 <sup>er</sup> échelon	1 <sup>er</sup> échelon	Ancienneté acquise.

Art. 5. - L'article 19 du même décret est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 19. - Pour l'application de l'article 16 *ter* du décret du 9 septembre 1965 susvisé, les assimilations prévues pour fixer les indices de traitement mentionnées à l'article 15 dudit décret sont effectuées, pour les psychologues de classe normale, conformément aux dispositions de l'article 15 du présent décret et, pour les psychologues hors classe, suivant le tableau de correspondance ci-dessous :

SITUATION ANCIENNE	SITUATION NOUVELLE
8 <sup>e</sup> échelon .....	8 <sup>e</sup> échelon
5 <sup>e</sup> échelon .....	5 <sup>e</sup> échelon
4 <sup>e</sup> échelon .....	4 <sup>e</sup> échelon
3 <sup>e</sup> échelon .....	3 <sup>e</sup> échelon
2 <sup>e</sup> échelon .....	2 <sup>e</sup> échelon
1 <sup>e</sup> échelon .....	1 <sup>e</sup> échelon

« Les pensions des fonctionnaires retraités ou celles de leurs ayants cause seront révisées, en application des dispositions ci-dessus, à partir du 1<sup>er</sup> août 1996. »

Art. 6. - Les dispositions du présent décret prennent effet à compter du 1<sup>er</sup> août 1996.

Art. 7. - Le ministre du travail et des affaires sociales, le ministre de l'économie et des finances, le ministre délégué au budget, porte-parole du Gouvernement, et le secrétaire d'Etat à la santé et à la sécurité sociale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 2 octobre 1996.

ALAIN JUPPÉ

Par le Premier ministre :

*Le ministre du travail et des affaires sociales,*

JACQUES BARROT

*Le ministre de l'économie et des finances,*

JEAN ARTIGUIS

*Le ministre délégué au budget,  
porte-parole du Gouvernement,*

ALAIN LAMASSOURE

*Le secrétaire d'Etat à la santé  
et à la sécurité sociale,*  
Hervé GAYMARD



## ANNEXE N° 12 :

222-28

## Décret n° 96-882 du 2 octobre 1996 relatif au classement indiciaire des psychologues de la fonction publique hospitalière

NOR : TASH9622893D

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre du travail et des affaires sociales, du ministre de l'économie et des finances et du ministre délégué au budget, porte-parole du Gouvernement,

Vu le code de la santé publique ;

Vu la loi n° 75-535 du 30 juin 1975 modifiée relative aux institutions sociales et médico-sociales ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 85-772 du 25 juillet 1985 portant diverses dispositions d'ordre social ;

Vu la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière ;

Vu la loi n° 91-748 du 31 juillet 1991 modifiée portant réforme hospitalière ;

Vu le décret n° 91-129 du 31 janvier 1991 modifié portant statut particulier des psychologues de la fonction publique hospitalière ;

Vu l'avis du Conseil supérieur de la fonction publique hospitalière en date du 3 mai 1996,

Décrète :

Art. 1<sup>er</sup>. - Le classement indiciaire applicable au corps des psychologues de la fonction publique hospitalière est fixé comme suit :

Indices bruts :

Psychologue de classe normale : 379-801 ;

Psychologue hors classe : 587-966.

Art. 2. - Le décret n° 91-130 du 31 janvier 1991 relatif au classement indiciaire des psychologues de la fonction publique hospitalière est abrogé.

Art. 3. - Le ministre du travail et des affaires sociales, le ministre de l'économie et des finances, le ministre délégué au budget, porte-parole du Gouvernement, et le secrétaire d'Etat à la santé et à la sécurité sociale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et prend effet au 1<sup>er</sup> août 1996.

Fait à Paris, le 2 octobre 1996.

ALAIN JUPPÉ

Par le Premier ministre :

Le ministre du travail et des affaires sociales,

JACQUES BARROT

Le ministre de l'économie et des finances,

JEAN ARTHUIS

Le ministre délégué au budget,  
porte-parole du Gouvernement,

ALAIN LAMASSOURE

Le secrétaire d'Etat à la santé  
et à la sécurité sociale,

HERVÉ GAYMARD



## ANNEXE N° 13 :

222-28

## Arrêté du 2 octobre 1996 relatif à l'échelonnement indiciaire des psychologues de la fonction publique hospitalière

NOR : TASH9622894A

Le ministre du travail et des affaires sociales et le ministre délégué au budget, porte-parole du Gouvernement,

Vu la loi n° 86-33 du 9 février 1986 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière ;

Vu le décret n° 91-129 du 31 janvier 1991 modifié portant statut particulier des psychologues de la fonction publique hospitalière ;

Vu le décret n° 96-882 du 2 octobre 1996 relatif au classement indiciaire des psychologues de la fonction publique hospitalière,

Arrêtent :

Art. 1<sup>er</sup>. - L'échelle indiciaire applicable au corps des psychologues de la fonction publique hospitalière est fixée conformément au tableau annexé au présent arrêté.

Art. 2. - L'arrêté du 31 janvier 1991 relatif à l'échelonnement indiciaire des psychologues de la fonction publique hospitalière est abrogé.

Art. 3. - Le directeur du budget au ministère de l'économie et des finances et le directeur des hôpitaux au ministère du travail et des affaires sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et prend effet au 1<sup>er</sup> août 1996.

Fait à Paris, le 2 octobre 1996.

Le ministre du travail et des affaires sociales,  
JACQUES BARROT

Le ministre délégué au budget,  
porte-parole du Gouvernement,  
ALAIN LAMASSOURE

ANNEXE  
CORPS DES PSYCHOLOGUES  
Classe normale

	Indices bruts
11 <sup>e</sup> échelon.....	801
10 <sup>e</sup> échelon.....	741
9 <sup>e</sup> échelon.....	682
8 <sup>e</sup> échelon.....	634
7 <sup>e</sup> échelon.....	587
6 <sup>e</sup> échelon.....	550
5 <sup>e</sup> échelon.....	510
4 <sup>e</sup> échelon.....	480
3 <sup>e</sup> échelon.....	450
2 <sup>e</sup> échelon.....	423
1 <sup>e</sup> échelon.....	379
<i>Hors classe</i>	
7 <sup>e</sup> échelon.....	966
6 <sup>e</sup> échelon.....	910
5 <sup>e</sup> échelon.....	850
4 <sup>e</sup> échelon.....	780
3 <sup>e</sup> échelon.....	726
2 <sup>e</sup> échelon.....	672
1 <sup>e</sup> échelon.....	587



## ANNEXE N° 14 :

222-435

225-44

## COUR DE CASSATION

Audience publique du 10 juillet 1996

Cassation

M. ZAKINE, président

Pourvoi n° R 94-19.388

Arrêt n° 912 P+B

Aide juridictionnelle totale en défense  
 au profit de Mme Z  
 Admission du bureau d'aide juridictionnelle  
 près la Cour de Cassation  
 en date du 2 juin 1995.

## REPUBLIQUE FRANCAISE

AU NOM DU PEUPLE FRANCAIS

LA COUR DE CASSATION, DEUXIÈME CHAMBRE CIVILE,  
 a rendu l'arrêt suivant :

Sur le pourvoi formé par le trésorier principal du CHU de Lille,  
 domicilié 2, avenue Oscar Lambret, 59037 Lille Cédex,

en cassation d'un arrêt rendu le 19 mai 1994 par la cour d'appel de Douai  
 (8e chambre), au profit :

1° de Mme R  
 Lille, , demeurant

2° de la Caisse d'allocations familiales (CAF) de Lille, dont le  
 siège est 82, rue Brûle Maison, 59000 Lille,

## ANNEXE N° 14 (suite)

défenderesses à la cassation ;

Le demandeur invoque, à l'appui de son pourvoi, le moyen unique de cassation annexé au présent arrêt ;

LA COUR, en l'audience publique du 20 juin 1996, où étaient présents : M. Zakine, président, M. Séné, conseiller rapporteur, M. Labiade, Mme Vigroux, MM. Buffet, Charcon, conseillers, M. Mucchielli, Mlle Sant, conseillers référendaires, Kessous, avocat général, Mme Laumône, greffier de chambre ;

Sur le rapport de M. Séné, conseiller, les observations de la SCP Ancel et Couturier-Heiler, avocat du trésorier principal du CHU de Lille, de Me Blanc, avocat de Mme Z, les conclusions de M. Kessous, avocat général, et après en avoir délibéré conformément à la loi ;

Donne défaut contre la Caisse d'allocations familiales de Lille ;

Attendu, selon l'arrêt confirmatif attaqué, que les factures d'hospitalisation de l'enfant Pascaline Z étant restées impayées, le trésorier principal du centre hospitalier universitaire de Lille (le trésorier) a demandé à un tribunal de grande instance de valider la saisie-arrêt qu'il avait pratiquée entre les mains de la Caisse d'allocations familiales de Lille à l'encontre de Mme Z, allocataire ;

Sur le moyen unique, pris en sa deuxième branche qui est préalable :

Vu l'article L. 255 du Livre des procédures fiscales ;

Attendu que, pour débouter le trésorier de sa demande en validité de saisie-arrêt, l'arrêt énonce que les poursuites n'avaient été précédées que d'une contrainte administrative dirigée contre le mari de l'allocataire ;

Qu'en se déterminant ainsi, sur le fondement du texte susvisé, alors que celui-ci avait été modifié par l'article 98-II de la loi n° 87-1060 du 30 décembre 1987, lequel, applicable à la date du 17 septembre 1992 à laquelle la saisie-arrêt avait été pratiquée, avait supprimé l'exigence d'une contrainte préalable décernée par l'Administration, la cour d'appel a violé le texte susvisé ;

Sur le moyen unique, pris en sa première branche :

Vu l'article 220 du Code civil ;

## ANNEXE N° 14 (suite et fin)

Attendu que toute dette contractée par l'un des époux pour l'entretien du ménage et l'éducation des enfants oblige l'autre solidairement ;

Attendu que, pour débouter le trésorier de sa demande, l'arrêt relève par motifs adoptés qu'il résulte des pièces produites que le débiteur des factures d'hospitalisation de la jeune Pascaline est M. Z. et non son épouse contre laquelle a été poursuivie la saisie-arrest ;

Qu'en se déterminant ainsi, alors qu'une dette contractée par un époux pour assurer à l'un des enfants des soins et un séjour hospitalier oblige solidairement l'autre époux, la cour d'appel a violé le texte susvisé ;

PAR CES MOTIFS, et sans qu'il y ait lieu de statuer sur la troisième branche ;

CASSE ET ANNULE, dans toutes ses dispositions, l'arrêt rendu le 19 mai 1994, entre les parties, par la cour d'appel de Douai ; remet, en conséquence, la cause et les parties dans l'état où elles se trouvaient avant ledit arrêt et, pour être fait droit, les renvoie devant la cour d'appel de Douai, autrement composée ;

Condamne Mme Z. et la Caisse d'allocations familiales de Lille, envers le trésorier principal du CHU de Lille, aux dépens et aux frais d'exécution du présent arrêt ;

Ordonne qu'à la diligence du procureur général près la Cour de Cassation, le présent arrêt sera transmis pour être transcrit sur les registres de la cour d'appel de Douai, en marge ou à la suite de l'arrêt annulé ;

Ainsi fait et jugé par la Cour de Cassation, Deuxième chambre civile, et prononcé par le président en son audience publique du dix juillet mil neuf cent quatre-vingt-seize.